N° 2146 N° 164

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## SÉNAT

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958 DIX-SEPTIÈME LÉGISLATURE SESSION ORDINAIRE DE 2025-2026

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 27 novembre 2025 Enregistré à la Présidence du Sénat le 27 novembre 2025

## **RAPPORT**

### **FAIT**

au nom de la commission mixte paritaire<sup>(1)</sup> chargée de proposer un texte sur le projet de loi de **finances** de **fin** de **gestion** pour **2025**,

PAR M. Philippe JUVIN, Rapporteur général, Député PAR M. Jean-François HUSSON, Rapporteur général, Sénateur

(1) Cette commission est composée de : M. Claude Raynal, sénateur, président; M. Éric Coquerel, député, vice-président; M. Jean-François Husson, sénateur, M. Philippe Juvin, député, rapporteurs généraux.

Membres titulaires : M. Jean-Raymond Hugonet, Mme Christine Lavarde, M. Vincent Delahaye, Mme Isabelle Briquet, M. Marc Laménie, sénateurs; MM. Kévin Mauvieux, Matthias Renault, Charles Sitzenstuhl, Philippe Brun, Emmanuel Mandon, députés.

Membres suppléants: Mme Marie-Carole Ciuntu, MM. Laurent Somon, Jean-Marie Mizzon, Thierry Cozic, Pascal Savoldelli, Mme Solanges Nadille, M. Christian Bilhac, sénateurs; MM. Philippe Lottiaux, Daniel Labaronne, Aurélien Le Coq, Jacques Oberti, Mme Eva Sas, M. Charles de Courson, députés.

Voir les numéros :

Assemblée nationale (17º législ.): Première lecture : 2068, 2078 et T.A. 179

**Sénat**: Première lecture : **132**, **136** et T.A. **22** (2025-2026)

Commission mixte paritaire: 165 (2025-2026)

## Mesdames, Messieurs,

Conformément au deuxième alinéa de l'article 45 de la Constitution et à la demande du Premier ministre, la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 se réunit au Sénat le jeudi 27 novembre 2025.

Elle procède tout d'abord à la désignation de son Bureau, constitué de M. Claude Raynal, sénateur, président, de M. Éric Coquerel, député, vice-président, de M. Jean-François Husson, sénateur, rapporteur pour le Sénat, et de M. Philippe Juvin, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale.

Étaient également présents M. Jean-Raymond Hugonet, *Mme Isabelle Briquet* Mme Christine Lavarde, M. Vincent Delahaye, Mme Marie-Carole Ciuntu, M. Marc Laménie, sénateurs titulaires, MM. Laurent Somon, Jean-Marie Mizzon, Thierry Cozic, Pascal Savoldelli, Mme Solanges Nadille et M. Christian Bilhac, sénateurs suppléants, ainsi que MM. Kévin Mauvieux, Matthias Renault, Charles Sitzenstuhl, Philippe Brun et Mandon. députés titulaires, MM.Philippe Emmanuel et Lottiaux. Mme Eva Sas Daniel Labaronne, Aurélien Le Coq, *Jacques Oberti,* M. Charles de Courson, députés suppléants.

\* \*

La commission mixte paritaire procède ensuite à l'examen des dispositions du projet de loi.

M. Claude Raynal, sénateur, président. – En application de l'article 45 de la Constitution, nous voici réunis en commission mixte paritaire (CMP) afin de tenter de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances de fin de gestion (PLFG) pour 2025 restant en discussion. Le projet de loi initial comportait neuf articles, dont l'article liminaire. L'Assemblée nationale ne l'ayant pas adopté en première lecture, tous les articles restent en discussion.

Au Sénat, trois articles ont été adoptés sans modification, un article a été supprimé et cinq articles ont été modifiés.

Je vous rappelle qu'une CMP peut, sur chaque article restant en discussion, choisir la rédaction de l'une ou l'autre des deux assemblées, ou retenir une rédaction de compromis, proposée par les rapporteurs ou tout autre membre de la commission.

M. Éric Coquerel, député, vice-président. – Je remercie le président Claude Raynal de son accueil et de l'organisation de cette CMP au Sénat selon la pratique qui veut que ces commissions se tiennent dans votre assemblée lorsqu'elles sont relatives au projet de loi de finances de fin de gestion et à l'Assemblée nationale quand elles portent sur le projet de loi de finances (PLF) initiale.

La présente CMP intervient une nouvelle fois alors que nous nous trouvons dans la situation où l'Assemblée a rejeté un texte, tandis que le Sénat, tout en le modifiant, l'a adopté. Comme nous avons pu le voir par le passé, ce n'est pas forcément un obstacle à ce que la CMP parvienne à élaborer un texte de compromis.

Les rapporteurs vont nous soumettre leurs propositions. J'apprécie qu'ils y aient inséré un sujet qui me tient à cœur et pour lequel j'ai, lors de précédents exercices budgétaires, contribué à faire adopter une enveloppe supplémentaire : il s'agit des dépenses des collectivités territoriales liées à la prime dite Ségur accordée aux soignants dans les centres municipaux de santé qu'elles rémunèrent.

**M. Jean-François Husson, rapporteur pour le Sénat**. – Je remercie Philippe Juvin pour le travail que nous avons réalisé de concert et qui, je l'espère, nous conduira à une CMP conclusive.

L'année dernière, l'Assemblée nationale avait rejeté la première partie du texte, conduisant le Sénat à examiner le projet initial du Gouvernement. Cette année, l'Assemblée nationale a rejeté le texte dans son ensemble, après en avoir adopté la première partie. L'effet en est le même : le Sénat a travaillé sur la version initiale du PLFG pour 2025, telle qu'elle a été déposée par le Gouvernement.

Je me bornerai à rappeler que ce PLFG acte le respect de la trajectoire de redressement des comptes publics de notre pays inscrite dans le budget élaboré par le Premier ministre Michel Barnier l'année dernière. On ne peut certes pas tout à fait s'enorgueillir d'un déficit à 5,4 % du PIB, mais c'est tout de même un changement satisfaisant après la dérive malheureusement historique des années 2023 et 2024, où les cibles de déficit annuelles, pourtant peu ambitieuses, étaient à chaque fois totalement ratées, conduisant notre pays à une dégradation sans précédent de ses comptes publics, ce dont nos deux commissions se sont d'ailleurs saisies.

Au-delà de ce constat, certaines difficultés à prévoir correctement l'exécution budgétaire demeurent : le niveau des recettes de TVA reste notamment largement inexpliqué, avec une moins-value de 5 milliards d'euros en 2025 par rapport à ce qui était attendu.

Quant au contenu du PLFG 2025, le Sénat a validé les mouvements de crédits qui étaient proposés dans le texte et opéré certaines modifications.

Dans le détail, le Sénat a adopté vingt-cinq amendements sur ce texte, dont certains sont identiques. Outre trois amendements de coordination du Gouvernement et deux amendements rédactionnels, dix amendements ont été adoptés.

À l'article 2, un amendement de notre commission des finances, identique à des amendements des groupes sénatoriaux Socialiste, Écologiste et Républicain (SER), Écologiste – Solidarité et Territoires (GEST), Rassemblement Démocratique et Social Européen (RDSE) et Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI), visait à respecter la trajectoire de taxes plafonnées négociée avec les chambres de commerce et d'industrie (CCI), pour un montant de 30 millions d'euros.

Un amendement a supprimé l'article 3 qui ajustait la répartition entre les régions de l'enveloppe destinée à la compensation des formations dispensées dans les instituts de formation en soins infirmiers (Ifsi). Le débat n'était pas un débat de fond sur cette mesure. Le Sénat a jugé qu'un tel article n'avait pas sa place dans une loi de finances de fin de gestion (LFFG), en application de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (Lolf). Nous pensions préférable de passer par le vecteur du projet de loi de finances (PLF) pour opérer cette « re-répartition ». Le rapporteur Philippe Juvin vous présentera une proposition de nature à sortir de ce débat par le haut.

En ce qui concerne les amendements de crédit, le Sénat a adopté, sur l'initiative de sa commission des finances, des amendements visant à ajouter 10 millions d'euros à la mission Administration générale et territoriale de l'État » au profit de la vidéoprotection des collectivités territoriales ; 16,2 millions d'euros à la mission « Cohésion des territoires » en faveur du fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) ; 52 millions d'euros à la mission « Économie » au bénéfice de la mission d'aménagement du territoire de La Poste ; et, enfin, à la même mission « Économie », 9 millions d'euros pour maintenir l'enveloppe affectée aux pôles de compétitivité ; les deux derniers amendements étant par ailleurs des amendements identiques de la commission des finances et du groupe SER.

Trois autres amendements de crédit ont été adoptés : le premier, de notre collègue Vincent Capo-Canellas, tend à renforcer de 3 millions d'euros les crédits affectés au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), au titre de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », pour l'aider à surmonter une situation d'impasse budgétaire ; le deuxième, du président Claude Raynal, vient abonder de 20 millions d'euros le financement du Centre national d'études spatiales (Cnes), au titre de la mission « Recherche et enseignement supérieur »; le troisième, du Gouvernement, vient majorer de 112 millions d'euros les crédits de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » relatifs à la prime d'activité.

Enfin, dans l'un des amendements de coordination du Gouvernement figurait une mesure déjà adoptée à l'Assemblée nationale avant que le texte ne soit finalement rejeté, de correction d'une erreur matérielle sur un reversement de recettes de Natixis, entraînant une baisse de la prévision de recettes de 366 millions d'euros.

M. Philippe Juvin, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Le PLFG dont nous sommes saisis tire les conséquences de l'exécution budgétaire de 2025, procède à quelques ajustements nécessaires et confirme la tenue, à ce stade, de l'objectif fixé d'un déficit à 5,4 % du PIB.

Au terme des échanges que le rapporteur Jean-François Husson et moi-même avons eus, nous sommes parvenus à une proposition de compromis sur ce texte. Nous avons cherché à concilier trois objectifs : ne pas compromettre la maîtrise des finances publiques, tenir compte des apports du Sénat, la seule de nos deux chambres ayant formellement adopté un texte, répondre enfin à un certain nombre de préoccupations exprimées au cours de l'examen du PLFG à l'Assemblée nationale.

Sur les apports du Sénat quant aux ouvertures et annulations de crédits proposées dans le PLFG, force est de reconnaître qu'ils sont mesurés. À la suite de ses choix, le solde budgétaire ne se trouve ainsi dégradé que de 539 millions d'euros, en incluant 479 millions d'euros de dégradation des comptes publics à l'initiative du Gouvernement.

Dès lors, il a paru raisonnable de conserver les ajouts du Sénat, dont il faut en outre relever qu'ils étaient parfois tout à fait conformes aux choix exprimés lors de la discussion du texte à l'Assemblée nationale, avant son rejet en première lecture : ainsi de l'adoption de l'article 1<sup>er</sup> et de la suppression, à l'article 2, de ce qui contrevenait à la trajectoire financière prévue pour les CCI.

Nous vous proposons de nous en tenir à ces choix et de conserver les modifications de crédits d'initiative sénatoriale présentées par le rapporteur Jean-François Husson.

Nous vous proposons en outre d'adopter l'article 3 dans une forme modifiée. L'analyse juridique qui en avait été faite au Sénat évoquait en effet un risque d'inconstitutionnalité. L'ajout de 1 million d'euros aux ressources affectées aux régions a pour effet que l'article ne se contente plus de modifier la seule répartition de l'affectation d'une imposition de toute nature et n'encoure ainsi plus le risque d'être qualifié de cavalier à la loi de finances de fin de gestion pour 2025.

Sur les préoccupations particulières de l'Assemblée nationale, nous vous proposons quatre mouvements de crédits.

Dans la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales », 10 millions d'euros financeraient, dans le cadre de l'assurance récolte, un soutien aux viticulteurs confrontés aux crises et aléas de

production. La proposition est à l'origine celle de plusieurs députés, dont Jean-René Cazeneuve et Christelle Minard.

Dans la mission « Cohésion des territoires », 5 millions d'euros seraient alloués à l'hébergement d'urgence.

Dans la mission « Relations avec les collectivités territoriales », 8 millions d'euros permettraient de revaloriser la rémunération du personnel des centres municipaux de santé, une population oubliée lors des négociations du Ségur de la santé.

Dans la mission « Sport, jeunesse et vie associative », 15 millions d'euros seraient affectés au service civique, afin d'assurer le financement de places supplémentaires.

Enfin, nous vous proposons la conservation de l'ajout par le Sénat de financements complémentaires, en faveur du Cerema et du Cnes, qui répondent à des préoccupations communes du Sénat et de l'Assemblée nationale.

L'effet de l'ensemble de ces choix sur le solde budgétaire serait de 573 millions d'euros, ou de 658 millions d'euros si le Gouvernement accepte de réabonder les crédits minorés pour permettre de procéder aux différents mouvements. Au total, en retirant de ces sommes les montants inhérents aux initiatives gouvernementales, les choix proprement parlementaires ne dégraderaient le solde que de 179 millions d'euros si le Gouvernement en compense les mouvements, de 95 millions d'euros dans le cas contraire.

## EXAMEN DES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION

#### Article liminaire

L'article liminaire est adopté dans la rédaction du Sénat, sous réserve d'une modification rédactionnelle.

## Article 1er

L'article 1<sup>er</sup> est adopté dans la rédaction du Sénat.

## Article 2

L'article 2 est adopté dans la rédaction du Sénat.

## Article 3 (supprimé)

L'article 3 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

## Article 4

L'article 4 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

#### Article 5

M. Jean-François Husson, rapporteur pour le Sénat. - Plusieurs amendements de crédits ont donc été proposés à l'article 5. J'en rappelle les montants : 10 millions d'euros pour le financement du déploiement de la vidéosurveillance par les collectivités territoriales; 16,2 millions d'euros pour permettre d'honorer les coûts de projets réalisés dans le cadre des contrats de plan État-région (CPER) relevant de la section locale du FNADT; 52 millions d'euros pour le financement de la mission d'aménagement du territoire dévolue à La Poste - il paraît préférable de concrétiser dès à présent cet engagement pris entre l'État, les communes et La Poste -; 9 millions d'euros pour le financement des pôles de compétitivité qui, là où ils existent, présentent un intérêt indéniable; 3 millions d'euros pour permettre au Cerema, une institution particulièrement utile en matière d'ingénierie publique, de sortir de l'impasse budgétaire qu'il connaît actuellement; 20 millions d'euros pour le Cnes, afin que cette structure n'accuse pas de retard dans le champ qui est le sien ; et 112 millions d'euros pour la prime d'activité, dont le financement se trouve aussi dans une impasse. Il s'y ajoute, au titre de la correction d'une erreur matérielle sur un reversement de recettes de Natixis, un montant qui représente tout de même 366 millions d'euros.

M. Philippe Juvin, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Je rappellerai les modifications apportées à la demande de l'Assemblée nationale à cet article, qui visaient à ajouter : 10 millions d'euros pour soutenir les viticulteurs ; 5 millions d'euros pour l'hébergement d'urgence ; 8 millions d'euros pour les personnels des centres municipaux de santé et 15 millions d'euros pour le service civique.

Comme les sénateurs, nous souhaitions augmenter de 3 millions d'euros l'enveloppe allouée au Cerema et de 20 millions d'euros celle du Cnes.

**M.** Claude Raynal, sénateur, président. – Nous en venons à l'examen de trois propositions de rédaction.

- M. Philippe Brun, député. La proposition de rédaction n° 1, qui reprend une proposition du groupe Écologiste et Social, vise à revenir, à hauteur de 10 millions d'euros, sur l'annulation de crédits portant sur le programme 209 Solidarité à l'égard des pays en développement », afin de soutenir notre effort d'aide publique au développement dans les crises actuelles.
- M. Emmanuel Mandon, député. La proposition de rédaction n° 3 que je soumets concerne la mission Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et vise à soutenir les actions en faveur de la forêt. Nous la savons vulnérable face au changement climatique et à une succession de difficultés comme la hausse de la mortalité de certaines espèces d'arbres. La planification écologique est essentielle pour accompagner l'action des propriétaires forestiers ainsi que la filière économique, qui doit s'adapter à ces défis. Les crédits alloués ont fortement baissé en loi de finances initiale pour 2025.
- **M.** Philippe Brun, député. La proposition de rédaction n° 2 vise à procéder à une majoration de crédits des actions n° 24 et 25 de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », pour financer les centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) et toutes les associations accueillant les femmes victimes de violence, pour soutenir les centres de prise en charge des auteurs de violences conjugales et renforcer les dispositifs pour les territoires en souffrance, des outre-mer ou de grande ruralité. La majoration de crédits s'élève à 5,3 millions d'euros.
- M. Philippe Juvin, rapporteur pour l'Assemblée nationale. Monsieur Mandon, comment expliquer un tel écart entre les crédits de paiement, qui s'élèvent à 10 millions d'euros, et les autorisations d'engagement, qui atteignent 70 millions d'euros ?
  - M. Emmanuel Mandon, député. On joue sur le temps long.

La réunion, suspendue à 9 h 55, est reprise à 10 h 10.

- M. Jean-François Husson, rapporteur pour le Sénat. Nous voterons en faveur des propositions de rédaction, en espérant que leur adoption facilitera les choses pour la suite. Nous devons prendre nos responsabilités dans un contexte très difficile. Les auteurs des propositions représentent un large spectre. De plus, leurs demandes concernent des sujets de la vie concrète et répondent à des besoins importants. Ce texte permet de cristalliser les positionnements et d'envoyer un signal à l'exécutif. Je rends cet avis en prenant mes responsabilités par rapport aux intérêts du pays.
- **M.** Philippe Juvin, rapporteur pour l'Assemblée nationale. Je suis favorable aux trois propositions. J'entends aussi la nécessité de trouver des accords politiques en vue d'un vote à l'Assemblée nationale. C'est dans ce sens que j'émets mon avis.

Les propositions de rédaction n°s 1 et 2 de M. Philippe Brun sont adoptées, de même que la proposition de rédaction n° 3 de M. Emmanuel Mandon.

L'article 5 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

## Article 6

L'article 6 est adopté dans la rédaction du Sénat.

## Article 7

L'article 7 est adopté dans la rédaction du Sénat.

## Article 8

L'article 8 est adopté dans la rédaction du Sénat.

La commission mixte paritaire adopte, ainsi rédigées, l'ensemble des dispositions du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025.

## TABLEAU COMPARATIF

Consultable uniquement au format pdf

## **TABLEAU COMPARATIF**

Texte du projet de loi rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

## Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025

#### **Article liminaire**

Les prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques, les prévisions de solde par sous-secteur, la prévision, déclinée par sous-secteur d'administration publique, de l'objectif d'évolution en volume et la prévision en milliards d'euros courants des dépenses d'administrations publiques, les prévisions de prélèvements obligatoires, de dépenses et d'endettement de l'ensemble des administrations pour l'année 2025, les prévisions pour 2025 de ces mêmes agrégats de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, ainsi que les données d'exécution pour l'année 2024 s'établissent comme suit :

(En points de produit intérieur brut, sauf mention contraire)

	Loi de finances gestion pour	LPFP 2023- 2027*	
	2024	2025	2025
Ensemble des adm	ninistrations publi	ques	
Solde structurel (1)	-5,8	-5,1	-3,3
Solde conjoncturel (2)	0,0	-0,2	-0,4
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3)	-0,1	0,0	-0,1
Solde effectif $(1 + 2 + 3)$	-5,8	-5,4	-3,7
Dette au sens de Maastricht	113,2	116,0	109,6
Taux de prélèvements obligatoires (y compris Union européenne, nets des crédits d'impôts)	42,8	43,6	44,4
Dépense publique (hors crédits d'impôt)	56,6	56,8	55,0

## Texte adopté par le Sénat en première lecture

## Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025

#### **Article liminaire**

Les prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques, les prévisions de solde par sous-secteur, la prévision, déclinée par sous-secteur d'administration publique, de l'objectif d'évolution en volume et la prévision en milliards d'euros courants des dépenses  $\underline{\text{des}}$  administrations publiques, les prévisions de prélèvements obligatoires, de dépenses et d'endettement de l'ensemble des administrations pour l'année 2025, les prévisions pour 2025 de ces mêmes agrégats  $\underline{\text{selon la loi n}}^\circ$  2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ainsi que les données d'exécution pour l'année 2024 s'établissent comme suit :

(En points de produit intérieur brut sauf mention contraire)

(En points de produit intérieur brut, sauf mention contraire)							
	Loi de finan gestion p	LPFP 2023- 2027*					
	2024	2025	2025				
Ensemble des administrations publiques							
Solde structurel (1)	-5,8	-5,1	-3,3				
Solde conjoncturel (2)	0,0	-0,2	-0,4				
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3)	-0,1	0,0	-0,1				
Solde effectif $(1 + 2 + 3)$	-5,8	-5,4	-3,7				
Dette au sens de Maastricht	113,2	116,0	109,6				
Taux de prélèvements obligatoires (y compris Union européenne, nets des crédits d'impôt)	42,8	43,6	44,4				

## Texte du projet de loi rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	<del>1652</del>	<del>1697</del>	<del>1668</del>				
Évolution de la dépense publique hors	2,1	1,7	0,8				
crédits d'impôts en volume (%) (1)	2,1	1,7	0,0				
Principales dépenses d'investissement	26	28	34				
(en milliards d'euros) (2)	20	20	34				
Administration	s publiques centra	les					
Solde	-5,3	-4,6	-4,3				
Dépense publique (hors crédits d'impôts	<i>(51</i>	664	(50				
en milliards d'euros)	651	664	658				
Évolution de la dépense publique en	0.0	1.2	1.0				
volume (%) (3)	-0,8	1,2	1,9				
Administratio	ns publiques local	es					
Solde	-0,6	-0,5	-0,2				
Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	330	337	329				
Évolution de la dépense publique hors	3,2	1,2	0,2				
erédits d'impôts en volume (%) (3)							
Administrations de sécurité sociale							
Solde	0,0	-0,3	0,7				
Dépense publique (hors crédits d'impôt,	778	805	779				
en milliards d'euros)	776	803	119				
Évolution de la dépense publique hors	3,8	2,3	0,3				
erédits d'impôts en volume (%) (3)	3,6	2,3	,				
7 1 1 0 1 1 1 1 1							

Les chiffres en comptabilité nationale relatifs au projet de loi de fin de gestion pour 2025 se réfèrent, pour 2024, au compte publié par l'Insee en comptabilité nationale en base 2020, et pour 2025, aux prévisions du Gouvernement dans la même base. Les prévisions relatives à la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 en comptabilité nationale, antérieures au changement de base des comptes nationaux français, étaient relatives à la base antérieure des comptes nationaux, la base 2014.

\* Loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

(1) À champ constant.

Texte adopte par te	Schat en prei	mere recture				
Dépense publique (hors crédits	56,6	56,8	55,0			
d'impôt)  Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	<u>1 652</u>	<u>1 698</u>	<u>1 668</u>			
Évolution de la dépense publique hors crédits d'impôt en volume (en %) [1]	2,1	1,7	0,8			
Principales dépenses d'investissement (en milliards d'euros) [2]	26	28	34			
	ns publiques ce	ntrales				
Solde	-5,3	-4,6	-4,3			
<u>Dépense publique (hors crédits</u> d'impôts, en milliards d'euros)	651	664	658			
Évolution de la dépense publique en volume (en %) [3]	-0,8	1,2	1,9			
	ons publiques le	ocales				
Solde	-0,6	-0,5	-0,2			
Dépense publique (hors crédits d'impôts, en milliards d'euros)	330	337	329			
Évolution de la dépense publique hors crédits d'impôts en volume (en %) [3]	3,2	1,2	0,2			
	Administrations de sécurité sociale					
Solde	0,0	-0,3	0,7			
<u>Dépense publique (hors crédits</u> <u>d'impôts, en milliards d'euros)</u>	778	805	779			
Évolution de la dépense publique hors crédits d'impôts en volume (en %) [3]	3,8	2,3	0,3			

Texte adopté par le Sénat en première lecture

<sup>(2)</sup> Au sens du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027.

<sup>(3)</sup> À champ constant, hors transferts entre administrations publiques.

#### Texte du projet de loi rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

## PREMIÈRE PARTIE CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

# TITRE I<sup>ER</sup> DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

#### Article 1er

Au  $2^{\circ}$  du 1 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le montant : « 3 949 162 945 euros » est remplacé par le montant : « 3 959 580 513 euros ».

## Texte adopté par le Sénat en première lecture

Les chiffres en comptabilité nationale relatifs à la loi de finances de fin de gestion pour 2025 se réfèrent, pour 2024, au compte publié par l'INSEE en comptabilité nationale en base 2020 et, pour 2025, aux prévisions du Gouvernement dans la même base. Les prévisions relatives à la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (LPFP) en comptabilité nationale, antérieures au changement de base des comptes nationaux français, étaient relatives à la base antérieure des comptes nationaux, la base 2014.

\* Loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

[1] À champ constant.

[2] Au sens de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour 2023-2027.

[3] À champ constant, hors transferts entre administrations publiques.

Amdt n° COORD-2

## PREMIÈRE PARTIE CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

# TITRE I<sup>ER</sup> DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

#### Article 1er

#### Texte du projet de loi rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture Texte adopté par le Sénat en première lecture Article 2 Article 2 L'article 125 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 est ainsi L'article 125 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 (1) modifié: est ainsi modifié: 1° À la dernière colonne du tableau du I : 1° La dernière colonne du tableau du second alinéa du I est ainsi modifiée : (2) a) À la quatre-vingt-cinquième ligne, le montant : « 176 283 341 » est remplacé par le a) À la quatre-vingt-cinquième ligne, le montant : « 176 283 341 » est (3) remplacé par le montant : « 188 000 000 » : montant: « 188 000 000 »: b) À la dernière ligne, le montant : « 143 100 000 » est remplacé par le b) À la dernière ligne, le montant : « 143 100 000 » est remplacé par le montant : (4) « 149 000 000 »: montant: « 149 000 000 »: 2° À la dernière colonne du tableau du II : 2° La dernière colonne du tableau du second alinéa du II est ainsi modifiée : (5) a) À la trente cinquième ligne, le montant : « 280 000 000 » est remplacé par le a et b) (Supprimés) **(6)** montant: « 265 000 000 » : Amdts $n^{\circ}$ 1, $n^{\circ}$ 9 rect. bis, $n^{\circ}$ 10 rect., $n^{\circ}$ 11, $n^{\circ}$ 15 b) À la trente sixième ligne, le montant : « 245 117 000 » est remplacé par le montant : 230 117 000 » : c) À la cinquante-quatrième ligne, le montant : « 178 000 000 » est remplacé par le c) À la cinquante-quatrième ligne, le montant : « 178 000 000 » est remplacé montant: « 190 000 000 »: par le montant : « 190 000 000 » : d) À la dernière ligne, le montant : « 143 100 000 » est remplacé par le montant : d) À la dernière ligne, le montant : « 143 100 000 » est remplacé par le (8) « 149 000 000 ». montant: « 149 000 000 ». Article 3 Article 3 (Supprimé) Amdt n° 2 Au IV de l'article 112 de la loi n° 2022 1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, le tableau du dernier alinéa est remplacé par le tableau suivant : Région Montant

Auvergne-Rhône-Alpes

19 601 182

## Texte du projet de loi rejeté par l'Assemblée nationale en première lecture

Bourgogne-France-Comté	8 832 856	
Bretagne	9 242 545	
Centre-Val de Loire	14 462 560	
Corse	426 899	
Grand Est	24 370 253	
Hauts-de-France	13 343 308	
Île-de-France	37 833 657	
Normandie	10 138 437	
Nouvelle-Aquitaine	22 659 579	
Occitanie	18 623 974	
Pays de la Loire	12 301 704	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 378 071	
Guadeloupe	1 030 595	
Guyane	239 377	
Martinique	671 096	
Mayotte	737 509	
La Réunion	1 106 398	>

## Texte adopté par le Sénat en première lecture

# TITRE II DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

#### Article 4

I. – Pour 2025, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

(En millions d'euros\*)

	Ressources (1)		(				
	dont fonctionnement (2) et investissement (3)			dont fo	Solde		
				et in			
	1	2	3	1	2	3	
Budget général							
Recettes fiscales**/	+3 764	+3 764	$\theta$	<del>-4 253</del>	<del>-4 059</del>	-195	
dépenses***							
Recettes non fiscales	+2 514	+2 424	+90				
Recettes totales / dépenses							
totales	+ <del>6 278</del>	+ <del>6 188</del>	+90	<del>-4 253</del>	-4 059	-195	
À déduire : Prélèvements							
sur recettes au profit des							
collectivités territoriales et							
de l'Union européenne	+800	+800					
Montants nets pour le							
budget général	+ <del>5 478</del>	+5 388	+90	<b>-4 253</b>	-4 059	-195	+9 731
Évaluation des fonds de							
concours et des attributions							
de produits	0	$\theta$	$\theta$	0	0	0	
Montants nets pour le							
budget général, y compris							
fonds de concours	+ <del>5 478</del>	+5 388	+90	<del>-4 253</del>	<del>-4 059</del>	-195	
Budgets annexes							
Contrôle et exploitation							
aériens	+99	+99		-14	-11	-4	+114
Publications officielles et							
information administrative	0	0		-1	-1	0	+1
Totaux pour les budgets							
annexes	+99	+99		-15	-12	-4	+115
Évaluation des fonds de							
concours et des attributions							
de produits :							
-Contrôle et exploitation							
aériens	0	$\theta$		0	0		
- Publications officielles et							
information administrative	0	$\theta$		0	0		

## TITRE II

# DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

#### Article 4

I. – Pour 2025, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

(En millions d'euros\*)

2

F						uions d	euros*)
		ssources (1)			harges (1)		
	dont for	ctionnemen	t (2)	dont fonctionnement (2)			Solde
	et inve	estissement (	3)	et investissement (3)			
	1	2	3	1	2	3	
Budget général							
Recettes fiscales**/	+3 734	+ <i>3 734</i>		<u>-4 110</u>	<u>-3 915</u>	-195	
dépenses***							
Recettes non fiscales	<u>+2 148</u>	<u>+2 058</u>	+90				
Recettes totales /							
dépenses totales	+5 882	+5 792	+90	-4 110	<u>-3 915</u>	-195	
À déduire : Prélèvements							
sur recettes au profit des							
collectivités territoriales							
et de l'Union							
européenne	+800	+800					
Montants nets pour le							
budget général	<u>+5 082</u>	<u>+4 992</u>	+90	<u>-4 110</u>	<u>-3 915</u>	-195	<u>+9 192</u>
Évaluation des fonds de							
concours et des							
attributions de produits				0	0	0	
Montants nets pour le							
budget général, y							
compris fonds de							
concours	<u>+5 082</u>	<u>+4 992</u>	+90	<u>-4 110</u>	<u>-3 915</u>	-195	
Budgets annexes							
Contrôle et exploitation							
aériens	+99	+99		-14	-11	-4	+114
Publications officielles							
et information							
administrative				-1	-1	0	+1
Totaux pour les							
budgets annexes	+99	+99		-15	-12	-4	+115
Évaluation des fonds de							
concours et des							
attributions de produits :							
Contrôle et exploitation							
aériens				0	0		

Totaux pour les budgets annexes y compris fonds	. 00	. 00		15	12	4	
de concours	+99	+99		-15	-12	-4	
Comptes spéciaux							
Comptes d'affectation							
spéciale	-3 748	-484	-3 264	+40	+40	0	-3 787
Comptes de concours							
financiers	-2 754		-2 754	-3 231	+10	-3 242	+477
Comptes de commerce							
(solde)							+76
Comptes d'opérations							
monétaires (solde)							0
Solde pour les comptes							
spéciaux							-3 234
Solde général							+6 612

<sup>\*</sup> Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

Publications officielles et information administrative				0	0		
Totaux pour les							
budgets annexes, y compris fonds de							
concours	+99	+99		-15	-12	-4	
Comptes spéciaux							
Comptes d'affectation			3 26				
spéciale	-3 748	-484	4	+40	+40	0	-3 787
			- 2.75			-	
Comptes de concours	2.754		2 75	2 221	10	3 24	455
financiers	-2 754		4	-3 231	+10	2	+477
Comptes de commerce (solde)							+76
Comptes d'opérations							0
monétaires (solde)							U
Solde pour les comptes spéciaux							-3 234
Solde général							+6 073
Solde general	1 /		1.	.77.	11 1	7	+0 0/3

<sup>\*</sup> Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et des sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

Amdts n° 24, n° COORD-1

<sup>\*\*</sup> Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

<sup>\*\*\*</sup> Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

<sup>\*\*</sup> Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

<sup>\*\*\*</sup> Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

## II. – Pour 2025:

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

## (En milliards d'euros)

Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long	
termes	168,0
Dont remboursement du nominal à valeur	
faciale	166,1
Dont suppléments d'indexation versés à	
l'échéance (titres indexés)	1,9
Amortissement de la dette reprise de SNCF	
Réseau	1,1
Amortissement des autres dettes reprises	0,0
Déficit à financer	<del>131,0</del>
Autres besoins de trésorerie	-1,9
Total	<del>298,2</del>
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes nettes	
des rachats	300,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette	
publique et consacrées au désendettement	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à	
court terme	5,8
Variation des dépôts des correspondants	0,0
Variation des disponibilités du Trésor à la	
Banque de France et des placements de	
trésorerie de l'État	<del>2,4</del>
Autres ressources de trésorerie	<del>-10,0</del>
Total	<del>298,2</del>

2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année et en valeur nominale, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

## II. – Pour 2025:

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)

(En mittaras c	curosy
Besoin de financement	ı
Amortissement de la dette à moyen et long	
termes	168,0
Dont remboursement du nominal à valeur	
faciale	166,1
Dont suppléments d'indexation versés à	
l'échéance (titres indexés)	1,9
Amortissement de la dette reprise de SNCF	
Réseau	1,1
Amortissement des autres dettes reprises	0,0
Déficit à financer	131,5
Autres besoins de trésorerie	-1,9
Total	298,7
Ressources de financement	220,7
Émission de dette à moyen et long termes,	
nette des rachats	300,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette	300,0
	0.0
publique et consacrées au désendettement	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État	
à court terme	5,8
Variation des dépôts des correspondants	0,0
Variation des disponibilités du Trésor à la	
Banque de France et des placements de	
trésorerie de l'État	3,2
Autres ressources de trésorerie	-10,3
Total	298,7

Amdts n° 24, n° COORD-1

3

(5)

2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année et en valeur nominale, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

## SECONDE PARTIE

## MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

## TITRE IER

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2025. – CRÉDITS DES MISSIONS I – Autorisation des crédits des missions

#### Article 5

- I. Il est ouvert aux ministres, pour 2025, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de  $\frac{2 \cdot 907 \cdot 780 \cdot 172}{172}$  et de  $\frac{2 \cdot 991 \cdot 316 \cdot 517}{172}$ , conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.
- II. Il est annulé pour 2025, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de  $10\,006\,800\,072\,$  € et de  $10\,355\,609\,648\,$ €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

#### Article 6

Il est annulé pour 2025, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 4 874 463 € et de 15 436 927 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état C annexé à la présente loi.

#### Article 7

I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2025, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de  $44\,258\,953\,\varepsilon$  et de  $44\,258\,953\,\varepsilon$ , conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

# SECONDE PARTIE MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

## TITRE UNIQUE

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2025. – CRÉDITS DES MISSIONS I. – Autorisation des crédits des missions

#### Article 5

- I. Il est ouvert aux ministres, pour 2025, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de  $3023207210 \in$  et de  $3183431763 \in$ , conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.
- II. Il est annulé pour 2025, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de  $9\,918\,640\,072\,$  € et de  $10\,404\,626\,064\,$  €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Amdts n° 3, n° 4, n° 8 rect., n° 5, n° 16, n° 6, n° 17, n° 7 rect., n° 20

#### Article 6

Il est annulé pour 2025, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 4 874 463 € et de 15 436 927 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état C annexé à la présente loi.

#### Article 7

I. - Il est ouvert aux ministres, pour 2025, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 44 258 953 € et de 44 258 953 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

- II. Il est annulé pour 2025, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 4750920 € et de 4750920 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.
- III. Il est ouvert aux ministres, pour 2025, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 318 374 384 € et de 234 674 384 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.
- IV. Il est annulé pour 2025, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 2 696 466 377 € et de 3 465 965 952 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

#### II – Plafonds des autorisations d'emplois

#### Article 8

L'article 145 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 est ainsi modifié :

 $1^{\circ}\,\mbox{Au}$  premier alinéa, le nombre : «  $402\,489\,$  » est remplacé par le nombre : «  $402\,812\,$  » ;

#### 2° À la seconde colonne du tableau du deuxième alinéa :

- a) À la vingt-huitième ligne, le nombre : « 19 585 » est remplacé par le nombre : « 19 781 » ;
- *b)* À la vingt-neuvième ligne, le nombre : «  $5\,049\,$ » est remplacé par le nombre : «  $5\,245\,$ » :
- c) À la soixante dixième ligne, le nombre : « 743 » est remplacé par le nombre : « 870 » ;
- d) À la soixante et onzième ligne, le nombre : « 743 » est remplacé par le nombre : « 870 » :

- II. Il est annulé pour 2025, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 4750920 € et de 4750920 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.
- III. Il est ouvert aux ministres, pour 2025, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 318 374 384  $\in$  et de 234 674 384  $\in$ , conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.
- IV. Il est annulé pour 2025, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 2 696 466 377 € et de 3 465 965 952 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

### II. - Plafonds des autorisations d'emplois

#### Article 8

L'article 145 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 est ainsi modifié :

- 1° À la première phrase du premier alinéa, le nombre : « 402 489 » est remplacé par le nombre : « 402 812 » ;
  - 2° <u>La seconde colonne du tableau du second alinéa est ainsi modifiée</u> :
- a) À la vingt-huitième ligne, le nombre : « 19 585 » est remplacé par le nombre : « 19 781 » :

(3)

- b) À la vingt-neuvième ligne, le nombre : « 5 049 » est remplacé par le nombre : « 5 245 » ;
- c) <u>Aux soixante-dixième et soixante et onzième lignes</u>, le nombre : « 743 » est remplacé par le nombre : « 870 » ;
- d) À la <u>dernière</u> ligne, le nombre : « <u>402 489</u> » est remplacé par le nombre : « <u>402 812 ».</u>

e) À la dernière ligne, le nombre : « 402 489 » est remplacé par le nombre : « 402 812 ».

## ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS ÉTAT A VOIES ET MOYENS POUR 2025 RÉVISÉS

## I. – BUDGET GÉNÉRAL

e) (Alinéa supprimé)

## ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS ÉTAT A

(ARTICLE 4 DE LA LOI) VOIES ET MOYENS POUR 2025 RÉVISÉS

## I. – BUDGET GÉNÉRAL

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025	Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025
	1. Recettes fiscales			1. Recettes fiscales	
	11. Impôt net sur le revenu	+385 407 917		11. Impôt net sur le revenu	+385 407 917
1101	Impôt net sur le revenu	+385 407 917	1101	Impôt net sur le revenu	+385 407 917
	12. Autres impôts directs perçus par			12. Autres impôts directs perçus	
	voie d'émission de rôles	+211 800 000		par voie d'émission de rôles	+211 800 000
	Autres impôts directs perçus par voie			Autres impôts directs perçus par	
1201	d'émission de rôles	+211 800 000	1201	voie d'émission de rôles	+211 800 000
	13. Impôt net sur les sociétés	+5 183 317 539		13. Impôt net sur les sociétés	+5 183 317 539
1301	Impôt net sur les sociétés	+5 183 317 539	1301	Impôt net sur les sociétés	+5 183 317 539
	13bis. Contribution sociale sur les			13 bis. Contribution sociale sur les	
	<del>bénéfices des sociétés</del>	-176 000 000		bénéfices des sociétés	-176 000 000
	Contribution sociale sur les bénéfices			Contribution sociale sur les	
1302	des sociétés	-176 000 000	1302	bénéfices des sociétés	-176 000 000
	13ter. Contribution de la Caisse des			13 ter. Contribution de la Caisse	
	dépôts et consignations			des dépôts et consignations	
	représentative de l'impôt sur les			représentative de l'impôt sur les	
	<del>sociétés</del>	+174 366 360		<u>sociétés</u>	+174 366 360
	Contribution de la Caisse des dépôts et			Contribution de la Caisse des dépôts	
	consignations représentative de l'impôt			et consignations représentative de	
1303	sur les sociétés	+174 366 360	1303	l'impôt sur les sociétés	+174 366 360
	14. Autres impôts directs et taxes			14. Autres impôts directs et taxes	
	assimilées	+468 704 989		assimilées	+438 704 989
	Retenues à la source sur certains			Retenues à la source sur certains	
	bénéfices non commerciaux et de			bénéfices non commerciaux et de	
1401	l'impôt sur le revenu	-44 822 939	1401	l'impôt sur le revenu	-44 822 939

(En euros)

	Retenues à la source et prélèvements			Retenues à la source et	
	sur les revenus de capitaux mobiliers et			prélèvements sur les revenus de	
1402	le prélèvement sur les bons anonymes	+100 000 000		capitaux mobiliers et le prélèvement	
1102	Précompte dû par les sociétés au titre de	1100 000 000	1402	sur les bons anonymes	+100 000 000
	certains bénéfices distribués (loi n° 65		1 102	Précompte dû par les sociétés au	1100 000 000
1404	566 du 12 juillet 1965 art 3)	+23 276		titre de certains bénéfices distribués	
1404	Prélèvement exceptionnel de 25 % sur	123 270		(loi n° 65-566 du 12 juillet 1965,	
1405	les distributions de bénéfices	-970 931	1404	art. 3)	+23 276
1406	Impôt sur la fortune immobilière	+375 618 701	1404	Prélèvement exceptionnel de 25 %	123 270
1100	Taxe sur les locaux à usage de bureaux,	1373 010 701	1405	sur les distributions de bénéfices	-970 931
1407	les locaux commerciaux et de stockage.	-35 609	1406	Impôt sur la fortune immobilière	+375 618 701
1407	Prélèvements sur les entreprises	33 007	1400	Taxe sur les locaux à usage de	1373 010 701
1408	d'assurance	-209 893		bureaux, les locaux commerciaux et	
1400	Cotisations perçues au titre de la	207 073	1407	de stockage	-35 609
	participation des employeurs à l'effort		1407	Prélèvements sur les entreprises	33 007
1411	de construction	-35 772	1408	d'assurance	-209 893
1411	Taxe de participation des employeurs	33 772	1400	Cotisations perçues au titre de la	207 073
	au financement de la formation			participation des employeurs à	
1412	professionnelle continue	-43 213	1411	l'effort de construction	-35 772
1712	Taxe forfaitaire sur les métaux	43 213	1411	Taxe de participation des	33 772
	précieux, les bijoux, les objets d'art, de			employeurs au financement de la	
1413	collection et d'antiquité	-187 002	1412	formation professionnelle continue	-43 213
1415	Contribution des institutions financières	-1 268	1412	Taxe forfaitaire sur les métaux	43 213
1416	Taxe sur les surfaces commerciales	-487 024		précieux, les bijoux, les objets d'art,	
1110	Cotisation nationale de péréquation de	107 021	1413	de collection et d'antiquité	-187 002
1421	taxe professionnelle	-199 670	1113	Contribution des institutions	107 002
1427	Prélèvements de solidarité	+220 816 236	1415	financières	-1 268
1430	Taxe sur les services numériques	+117 000 000	1416	Taxe sur les surfaces commerciales .	-487 024
1150	Contribution différentielle applicable à	1117 000 000	1110	Cotisation nationale de péréquation	107 021
	certains contribuables titulaires de très		1421	de taxe professionnelle	-199 670
1440	hauts revenus	-523 500 000	1427	Prélèvements de solidarité	+220 816 236
1	Contribution exceptionnelle sur les		1430	Taxe sur les services numériques	+117 000 000
1441	bénéfices des grandes entreprises	+160 000 000	- 12 0	Contribution différentielle	
1	Cotisation sur la valeur ajoutée des	. 100 000 000		applicable à certains contribuables	
1497	entreprises	+39 531 039	1440	titulaires de très hauts revenus	-523 500 000
1498	Cotisation foncière des entreprises	-1 292 405		Contribution exceptionnelle sur les	
1499	Recettes diverses	+27 501 463	1441	bénéfices des grandes entreprises	+160 000 000
	15. Taxe intérieure de consommation			Cotisation sur la valeur ajoutée des	
	sur les produits énergétiques nette	+73 275 100	1497	entreprises	+39 531 039
	Taxe intérieure de consommation sur		1498	Cotisation foncière des entreprises	-1 292 405
1501 net	les produits énergétiques nette	+73 275 100	1499	Recettes diverses	-2 498 537
	16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	-4 980 843 446		,	
•		1 1			· ·

<del>1601 net</del>	Taxe sur la valeur ajoutée nette	-4 980 843 446		15. Taxe intérieure de	
	17. Enregistrement, timbre, autres			consommation sur les produits	
	contributions et taxes indirectes	+2 107 104 880		énergétiques nette	+73 275 100
	Mutations à titre onéreux de créances,			Taxe intérieure de consommation	
1701	rentes, prix d'offices	-594 125	<u>1501</u>	sur les produits énergétiques nette	+73 275 100
	Mutations à titre onéreux de fonds de			16. Taxe sur la valeur ajoutée	
1702	commerce	-304 171		nette	-4 980 843 446
	Mutations à titre onéreux de meubles		<u>1601</u>	Taxe sur la valeur ajoutée nette	-4 980 843 446
1703	corporels	-533 235		17. Enregistrement, timbre, autres	
	Mutations à titre onéreux d'immeubles			contributions et taxes indirectes	+2 107 104 880
1704	et droits immobiliers	-94 232		Mutations à titre onéreux de	
	Mutations à titre gratuit entre vifs		1701	créances, rentes, prix d'offices	-594 125
1705	(donations)	-395 997 554		Mutations à titre onéreux de fonds	
1706	Mutations à titre gratuit par décès	+318 726 761	1702	de commerce	-304 171
1707	Contribution de sécurité immobilière	+42 539 834		Mutations à titre onéreux de	
1711	Autres conventions et actes civils	-739 388	1703	meubles corporels	-533 235
1713	Taxe de publicité foncière	-777 549		Mutations à titre onéreux	
	Prélèvement sur les sommes versées par		1704	d'immeubles et droits immobiliers	-94 232
	les organismes d'assurances et assimilés			Mutations à titre gratuit entre vifs	
	à raison des contrats d'assurances en		1705	(donations)	-395 997 554
1714	eas de décès	-603 471	1706	Mutations à titre gratuit par décès	+318 726 761
1716	Recettes diverses et pénalités	-406 741		Contribution de sécurité	
1721	Timbre unique	-100 513 314	1707	immobilière	+42 539 834
	Produit de la taxe additionnelle à la taxe		1711	Autres conventions et actes civils	-739 388
	sur les certifications d'immatriculation		1713	Taxe de publicité foncière	-777 549
1726	des véhicules	+7 000 000		Prélèvement sur les sommes versées	
	Contribution sur la rente infra-			par les organismes d'assurance et	
1752	marginale de la production d'électricité	+553 000 000		assimilés à raison des contrats	
1753	Autres taxes intérieures	+1 621 564 719	1714	d'assurance en cas de décès	-603 471
1754	Autres droits et recettes accessoires	+453 959	1716	Recettes diverses et pénalités	-406 741
1755	Amendes et confiscations	-84 102	1721	Timbre unique	-100 513 314
1,00	Taxe générale sur les activités	0.102	1,21	Produit de la taxe additionnelle à la	100010011
1756	polluantes	-37 000 000		taxe sur les certifications	
1750	Taxe et droits de consommation sur les	37 000 000	1726	d'immatriculation des véhicules	+7 000 000
1761	tabacs	+11 000 000	1720	Contribution sur la rente	17 000 000
1701	Taxe spéciale sur certains véhicules	111 000 000		inframarginale de la production	
1768	routiers	-224 068	1752	d'électricité	+553 000 000
1700	Autres droits et recettes à différents	224 000	1753	Autres taxes intérieures	+1 621 564 719
1769	titres	-28 207 705	1754	Autres droits et recettes accessoires.	+453 959
1709	Redevances sanitaires d'abattage et de	-20 207 703	1754	Amendes et confiscations	-84 102
1776	découpage	-62 484	1/33	Taxe générale sur les activités	-04 102
1777	Taxe sur certaines dépenses de publicité	+286	1756	polluantes	-37 000 000
1///	rane sur certaines depenses de publiche	+200	1/30	ponuantes	-37 000 000

	Taxe sur les installations nucléaires de			Taxe et droits de consommation sur	
1781	base	+32 330 075	1761	les tabacs	+11 000 000
	Taxes sur les stations et liaisons			Taxe spéciale sur certains véhicules	
1782	radioélectriques privées	-31 216	1768	routiers	-224 068
	Produits des jeux exploités par la			Autres droits et recettes à différents	
1785	Française des jeux (hors paris sportifs).	+345 286 851	1769	titres	-28 207 703
	Prélèvements sur le produit des jeux			Redevances sanitaires d'abattage et	
1786	dans les casinos	-5 285 426	1776	de découpage	-62 484
	Prélèvement sur le produit brut des			Taxe sur certaines dépenses de	
1787	paris hippiques	+22 835 912	1777	publicité	+28
1788	Prélèvement sur les paris sportifs	+142 488 781		Taxe sur les installations nucléaires	
	Prélèvement sur les jeux de cercle en		1781	de base	+32 330 07
1789	ligne	-2 831 600		Taxes sur les stations et liaisons	
1797	Taxe sur les transactions financières	+18 000 000	1782	radioélectriques privées	-31 21
1799	Autres taxes	-433 831 917		Produits des jeux exploités par la	
	18. Autres remboursements et			Française des jeux (hors paris	
	dégrèvements d'impôts d'État	+316 915 000	1785	sportifs)	+345 286 85
	Remboursements et dégrèvements			Prélèvements sur le produit des jeux	
	d'impôts d'État, autres que ceux		1786	dans les casinos	-5 285 42
	s'appliquant à l'impôt sur le revenu,			Prélèvement sur le produit brut des	
	l'impôt sur les sociétés, la taxe		1787	paris hippiques	+22 835 91
	intérieure de consommation sur les		1788	Prélèvement sur les paris sportifs	+142 488 78
	produits énergétiques et la taxe sur la			Prélèvement sur les jeux de cercle	
	valeur ajoutée	+316 915 000	1789	en ligne	-2 831 60
	2. Recettes non fiscales		1797	Taxe sur les transactions financières	+18 000 00
	21. Dividendes et recettes assimilées	+345 890 528	1799	Autres taxes	-433 831 91
	Produits des participations de l'État			18. Autres remboursements et	
2110	dans des entreprises financières	+212 868 547		dégrèvements d'impôts d'État	+316 915 00
	Produits des participations de l'État			Remboursements et dégrèvements	
	dans des entreprises non financières et			d'impôts d'État, autres que ceux	
	bénéfices des établissements publics			s'appliquant à l'impôt sur le revenu,	
2116	non financiers	-20 621 766		l'impôt sur les sociétés, la taxe	
2199	Autres dividendes et recettes assimilées	+153 643 747		intérieure de consommation sur les	
	22. Produits du domaine de l'État	+24 672 683		produits énergétiques et la taxe sur	
	Revenus du domaine public non			la valeur ajoutée	+316 915 00
2201	militaire	-11 048 926		2. Recettes non fiscales	
2202	Autres revenus du domaine public	-1 663 417		21. Dividendes et recettes	
2203	Revenus du domaine privé	-60 197 274		assimilées	+345 890 52
2212	Autres produits de cessions d'actifs	+97 000 000		Produits des participations de l'État	101009002
2299	Autres revenus du Domaine	+582 300	2110	dans des entreprises financières	+212 868 54
- <del>-</del> //	23. Produits de la vente de biens et	. 502 500	2110	des entreprises initialieres initia	. 212 000 5 1
	services	+28 437 235			

	Remboursement par l'Union			Produits des participations de l'État	
	européenne des frais d'assiette et de			dans des entreprises non financières	
	perception des impôts et taxes perçus au			et bénéfices des établissements	
2301	profit de son budget	+31 129 213	2116	publics non financiers	-20 621 766
2301	Autres frais d'assiette et de	131 127 213	2110	Autres dividendes et recettes	20 021 700
2303	recouvrement	-91 329 817	2199	assimilées	+153 643 747
2303	Rémunération des prestations assurées	)1 325 017	21//	22. Produits du domaine de l'État	+24 672 683
	par les services du Trésor Public au titre			Revenus du domaine public non	124 072 003
2304	de la collecte de l'épargne	-4 338 994	2201	militaire	-11 048 926
2305	Produits de la vente de divers biens	+729	2202	Autres revenus du domaine public	-1 663 417
2306	Produits de la vente de divers services	-20 707	2203	Revenus du domaine privé	-60 197 274
2399	Autres recettes diverses	+92 996 811	2212	Autres produits de cessions d'actifs.	+97 000 000
2377	24. Remboursements et intérêts des	192 990 011	2299	Autres revenus du Domaine	+582 300
	prêts, avances et autres		22//	23. Produits de la vente de biens	1302 300
	immobilisations financières	-256 070 497		et services	+28 437 235
	Intérêts des prêts à des banques et à des	250 070 457		Remboursement par l'Union	120 437 238
2401	États étrangers	-53 272 597		européenne des frais d'assiette et de	
2101	Intérêts des prêts du fonds de	33 272 377		perception des impôts et taxes	
2402	développement économique et social	-17 221 617	2301	perçus au profit de son budget	+31 129 213
2.02	Prêts et avances à divers services de	1, 221 01,	2301	Autres frais d'assiette et de	131 127 213
	l'État ou organismes gérant des services		2303	recouvrement	-91 329 817
2403	publics	-19 183 490	2303	Rémunération des prestations	31 323 017
2409	Intérêts des autres prêts et avances	+24 692 000		assurées par les services du Trésor	
2.00	Reversement au titre des créances	121 092 000		public au titre de la collecte de	
2413	garanties par l'État	+6 323 026	2304	l'épargne	-4 338 994
2.10	Autres remboursements d'avances, de		2305	Produits de la vente de divers biens .	+729
2499	prêts et d'autres créances immobilisées.	-197 407 819	2000	Produits de la vente de divers	.,_>
,,	25. Amendes, sanctions, pénalités et	157 107 015	2306	services	-20 707
	frais de poursuites	+1 756 072 882	2399	Autres recettes diverses	+92 996 811
	Produits des amendes de la police de la	. 1 7 5 5 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7		24. Remboursements et intérêts	.,_,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
2501	circulation et du stationnement routiers.	+39 508 034		des prêts, avances et autres	
	Produits des amendes prononcées par			immobilisations financières	-256 070 497
2502	les autorités de la concurrence	+566 038 030		Intérêts des prêts à des banques et à	
	Produits des amendes prononcées par		2401	des États étrangers	-53 272 597
	les autres autorités administratives			Intérêts des prêts du fonds de	
2503	indépendantes	+354 289 878		développement économique et	
	Recouvrements poursuivis à l'initiative		2402	social	-17 221 617
2504	de l'agence judiciaire de l'État	-3 036 927		Prêts et avances à divers services de	
	Produit des autres amendes et			l'État ou organismes gérant des	
2505	condamnations pécuniaires	+686 228 893	2403	services publics	-19 183 490
2510	Frais de poursuite	-1 776 692	2409	Intérêts des autres prêts et avances	+24 692 000
2511	Frais de justice et d'instance	-16 007 110		r	
=	J				

2512	Intérêts moratoires	+14 402		Reversement au titre des créances	
2513	Pénalités	+130 814 374	2413	garanties par l'État	+6 323 026
	26. Divers	+614 986 140		Autres remboursements d'avances,	
2601	Reversements de Natixis	+364 120 152		de prêts et d'autres créances	
	Reversements au titre des procédures de		2499	immobilisées	-197 407 819
2602	soutien financier au commerce extérieur	+150 034 163		25. Amendes, sanctions, pénalités	
	Prélèvements sur les fonds d'épargne			et frais de poursuites	+1 756 072 882
	gérés par la Caisse des Dépôts et			Produits des amendes de la police de	
2603	Consignations	+196 000 000		la circulation et du stationnement	
	Divers produits de la rémunération de la		2501	routiers	+39 508 034
2604	garantie de l'État	+8 317 000		Produits des amendes prononcées	
	Redevances et divers produits pour frais		2502	par les autorités de la concurrence	+566 038 030
2612	de contrôle et de gestion	-422 527		Produits des amendes prononcées	
	Prélèvement effectué sur les salaires des			par les autres autorités	
2613	conservateurs des hypothèques	+3 841	2503	administratives indépendantes	+354 289 878
	Commissions et frais de trésorerie			Recouvrements poursuivis à	
	perçus par l'État dans le cadre de son			l'initiative de l'agence judiciaire de	
2615	activité régalienne	-19 619	2504	l'État	-3 036 927
2616	Frais d'inscription	+38 849		Produit des autres amendes et	
	Recouvrement des indemnisations		2505	condamnations pécuniaires	+686 228 893
	versées par l'État au titre des expulsions		2510	Frais de poursuite	-1 776 692
2617	locatives	-686 154	2511	Frais de justice et d'instance	-16 007 110
	Remboursement des frais de scolarité et		2512	Intérêts moratoires	+14 402
2618	accessoires	-210 728	2513	Pénalités	+130 814 374
2620	Récupération d'indus	+34 722 647		26. Divers	+248 986 140
	Recouvrements après admission en non-		2601	Reversements de Natixis	-1 879 848
2621	valeur	+3 612 980		Reversements au titre des	
_0_1	Reversements de fonds sur les dépenses	. 5 612 / 66		procédures de soutien financier au	
	des ministères ne donnant pas lieu à		2602	commerce extérieur	+150 034 163
2623	rétablissement de crédits	+45 737 788		Prélèvements sur les fonds	
2020	Intérêts divers (hors immobilisations	, , , , , , , , , , , , , , , , ,		d'épargne gérés par la Caisse des	
2624	financières)	+10 527 433	2603	dépôts et consignations	+196 000 000
_0	Recettes diverses en provenance de	. 10 027 100	2002	Divers produits de la rémunération	. 170 000 000
2625	l'étranger	+460 529	2604	de la garantie de l'État	+8 317 000
2023	Remboursement de certaines	1 100 325	2001	Redevances et divers produits pour	10317 000
	exonérations de taxe foncière sur les		2612	frais de contrôle et de gestion	-422 527
	propriétés non bâties (art. 109 de la loi		2012	Prélèvement effectué sur les salaires	122 327
2626	de finances pour 1992)	+194 576	2613	des conservateurs des hypothèques	+3 841
2697	Recettes accidentelles	+45 296 229	2015	Commissions et frais de trésorerie	15 041
2698	Produits divers	-242 741 018		perçus par l'État dans le cadre de	
2699	Autres produits divers	-242 741 010	2615	son activité régalienne	-19 619
20//	radios produtis divers	-1	2616	Frais d'inscription	+38 849

	3. Prélèvements sur les recettes de			Recouvrement des indemnisations	
	l'État			versées par l'État au titre des	
	31. Prélèvements sur les recettes de		2617	expulsions locatives	-686 154
	l'État au profit des collectivités			Remboursement des frais de	
	territoriales	+925 062 347	2618	scolarité et accessoires	-210 728
	Prélèvement sur les recettes de l'État au		2620	Récupération d'indus	+34 722 647
	profit du Fonds de compensation pour			Recouvrements après admission en	
3106	la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	+576 106 964	2621	non-valeur	+3 612 980
	Prélèvement sur les recettes de l'État au			Reversements de fonds sur les	
	titre de la compensation d'exonérations			dépenses des ministères ne donnant	
3107	relatives à la fiscalité locale	+101 050 724	2623	pas lieu à rétablissement de crédits	+45 737 788
	Dotation de compensation de la réforme			Intérêts divers (hors immobilisations	
	de la taxe professionnelle		2624	financières)	+10 527 433
3120	(départements)	+2 677 360		Recettes diverses en provenance de	
	Dotation de compensation de la réforme		2625	l'étranger	+460 529
	de la taxe professionnelle			Remboursement de certaines	
	(établissements publics de coopération			exonérations de taxe foncière sur les	
3121	intercommunale)	+17 676 096		propriétés non bâties (art. 109 de la	
	Dotation de compensation de la réforme		2626	loi de finances pour 1992)	+194 576
3122	de la taxe professionnelle (communes)	-17 676 102	2697	Recettes accidentelles	+45 296 229
	Prélèvement sur les recettes de l'État au		2698	Produits divers	-242 741 018
	titre de la compensation de la réduction		2699	Autres produits divers	-1
	de 50 % des valeurs locatives de taxe			3. Prélèvements sur les recettes de	
	foncière sur les propriétés bâties et de			l'État	
	cotisation foncière des entreprises des			31. Prélèvements sur les recettes	
3145	locaux industriels	+222 711 652		de l'État au profit des collectivités	
	Prélèvement sur les recettes de l'État au			territoriales	+925 062 347
	titre de la compensation des communes			Prélèvement sur les recettes de	
	et des établissements publics de			l'État au profit du fonds de	
	coopération intercommunale			compensation pour la taxe sur la	
	contributeurs au fonds national de		3106	valeur ajoutée (FCTVA)	+576 106 964
	garantie individuelle des ressources			Prélèvement sur les recettes de	
	(FNGIR) subissant une perte de base de			l'État au titre de la compensation	
3146	cotisation foncière des entreprises	-1 670 957		d'exonérations relatives à la fiscalité	
	Prélèvement sur les recettes de l'État au		3107	locale	+101 050 724
	titre de la compensation et du lissage			Dotation de compensation de la	
	des pertes exceptionnelles de recettes de			réforme de la taxe professionnelle	
3163	taxe foncière sur les propriétés bâties	+14 400 000	3120	(départements)	+2 677 360
		·		Dotation de compensation de la	
				réforme de la taxe professionnelle	
				(établissements publics de	
			3121	coopération intercommunale)	+17 676 096

	Prélèvement sur les recettes de l'État compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences	
3165	secondaires	+9 786 610
	32. Prélèvement sur les recettes de	
	l'État au profit de l'Union	
	européenne	-125 118 465
	Prélèvement sur les recettes de l'État au	
3201	profit du budget de l'Union européenne	-125 118 465

Récapitulation des révisions de recettes du budget général

3122	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	-17 676 102
3145	la réduction de 50 % des valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises des locaux industriels	+222 711 652
3146	intercommunale contributeurs au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises  Prélèvement sur les recettes de	-1 670 957
3163	l'État au titre de la compensation et du lissage des pertes exceptionnelles de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties	+14 400 000
3165	recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires	+9 786 610 -125 118 465
3201	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne	-125 118 465

Amdt n° 24

RÉCAPITULATION DES RÉVISIONS DE RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

(En euros)

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025	Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025
	1. Recettes fiscales	+3 764 048 339		1. Recettes fiscales	+3 734 048 339
11	Impôt net sur le revenu	+385 407 917	11	Impôt net sur le revenu	+385 407 917
	Autres impôts directs perçus par voie			Autres impôts directs perçus par	
12	d'émission de rôles	+211 800 000	12	voie d'émission de rôles	+211 800 000
13	Impôt net sur les sociétés	+5 183 317 539	13	Impôt net sur les sociétés	+5 183 317 539
	Contribution sociale sur les bénéfices			Contribution sociale sur les	
13 bis	des sociétés	-176 000 000	13 bis	bénéfices des sociétés	-176 000 000
	Contribution de la Caisse des dépôts et			Contribution de la Caisse des dépôts	
	consignations représentative de l'impôt			et consignations représentative de	
13 ter	sur les sociétés	+174 366 360	13 ter	l'impôt sur les sociétés	+174 366 360
	Autres impôts directs et taxes			Autres impôts directs et taxes	
14	assimilées	+468 704 989	14	assimilées	<u>+438 704 989</u>
	Taxe intérieure de consommation sur			Taxe intérieure de consommation	
15	les produits énergétiques nette	+73 275 100	15	sur les produits énergétiques nette	+73 275 100
16	Taxe sur la valeur ajoutée nette	-4 980 843 446	16	Taxe sur la valeur ajoutée nette	-4 980 843 446
	Enregistrement, timbre, autres			Enregistrement, timbre, autres	
17	contributions et taxes indirectes	+2 107 104 880	17	contributions et taxes indirectes	+2 107 104 880
	Autres remboursements et			Autres remboursements et	
18	dégrèvements d'impôts d'État	+316 915 000	18	dégrèvements d'impôts d'État	+316 915 000
	2. Recettes non fiscales	+ <del>2 513 988 971</del>		2. Recettes non fiscales	<u>+2 147 988 971</u>
21	Dividendes et recettes assimilées	+345 890 528	21	Dividendes et recettes assimilées	+345 890 528
22	Produits du domaine de l'État	+24 672 683	22	Produits du domaine de l'État	+24 672 683
23	Produits de la vente de biens et services	+28 437 235		Produits de la vente de biens et	
	Remboursements et intérêts des prêts,		23	services	+28 437 235
	avances et autres immobilisations			Remboursements et intérêts des	
24	financières	-256 070 497		prêts, avances et autres	
	Amendes, sanctions, pénalités et frais		24	immobilisations financières	-256 070 497
25	de poursuites	+1 756 072 882		Amendes, sanctions, pénalités et	
26	Divers	+614 986 140	25	frais de poursuites	+1 756 072 882
	3. Prélèvements sur les recettes de		26	Divers	<u>+248 986 140</u>
	l'État	+799 943 882		3. Prélèvements sur les recettes de	
	Prélèvements sur les recettes de l'État			l'État	+799 943 882
31	au profit des collectivités territoriales	+925 062 347		Prélèvements sur les recettes de	
	Prélèvement sur les recettes de l'État au			l'État au profit des collectivités	
32	profit de l'Union européenne	-125 118 465	31	territoriales	+925 062 347
	Total des révisions de recettes, nettes			Prélèvement sur les recettes de	
	des prélèvements (1 + 2 - 3)	+5 478 093 428		l'État au profit de l'Union	
			32	européenne	-125 118 465
				Total des révisions de recettes,	
				nettes des prélèvements (1 + 2 - 3)	<u>+5 082 093 428</u>

Amdt	n° 24

## II. – BUDGETS ANNEXES

(En euros)

## II. – BUDGETS ANNEXES

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025	
	Contrôle et exploitation aériens	+99 454 452	
	Redevance océanique et redevances		
	pour services terminaux de la		
7060	circulation aérienne en outre-mer	+750 000	
7061	Redevances de route	+98 026 160	
	Redevances pour services terminaux de		
	la circulation aérienne pour la		
7063	métropole	-4 776 182	
7069	Contribution Bâle-Mulhouse	+985 065	
7081	Recettes diverses	+23 683 488	
	Tarif de l'aviation civile (part de la taxe		
	sur le transport aérien de marchandises		
	et de la taxe sur le transport aérien de		
7501	passagers)	-17 214 079	
9200	Produit de cession d'actif	-2 000 000	
	Total	+99 454 452	

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025	
	Contrôle et exploitation aériens	+99 454 452	
	Redevance océanique et redevances		
	pour services terminaux de la		
7060	circulation aérienne en outre-mer	+750 000	
7061	Redevances de route	+98 026 160	
	Redevances pour services terminaux		
	de la circulation aérienne pour la		
7063	métropole	-4 776 182	
7069	Contribution Bâle-Mulhouse	+985 065	
7081	Recettes diverses	+23 683 488	
	Tarif de l'aviation civile (part de la		
	taxe sur le transport aérien de		
	marchandises et de la taxe sur le		
7501	transport aérien de passagers)	-17 214 079	
9200	Produit de cession d'actif	-2 000 000	
	Total	+99 454 452	

## III. – COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

## III. – COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

(En euros)

(En euros)

		(En euros)			(En euros)
Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025	Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025
	Contrôle de la circulation et du			Contrôle de la circulation et du	
	stationnement routiers	+84 059 646		stationnement routiers	+84 059 646
	Section: Circulation et stationnement			Section: Circulation et	
	routiers	+84 059 646		stationnement routiers	+84 059 646
	Amendes forfaitaires de la police de la			Amendes forfaitaires de la police de	
	circulation et amendes forfaitaires			la circulation et amendes forfaitaires	
	majorées issues des infractions constatées			majorées issues des infractions	
	par la voie du système de contrôle-			constatées par la voie du système de	
	sanction automatisé et des infractions aux			contrôle-sanction automatisé et des	
04	règles de la police de la circulation	+84 059 646		infractions aux règles de la police de	
	Développement agricole et rural	-13 000 000	04	la circulation	+84 059 646
	Taxe sur le chiffre d'affaires des			Développement agricole et rural	-13 000 000
01	exploitations agricoles	-13 000 000		Taxe sur le chiffre d'affaires des	
	Gestion du patrimoine immobilier de		01	exploitations agricoles	-13 000 000
	ľÉtat	-60 000 000		Gestion du patrimoine immobilier	
01	Produits des cessions immobilières	-70 000 000		de l'État	-60 000 000
02	Produits de redevances domaniales	+10 000 000	01	Produits des cessions immobilières	-70 000 000
	Participations financières de l'État	-3 263 590 475	02	Produits de redevances domaniales	+10 000 000
	Produit des cessions, par l'État, de titres,			Participations financières de	
	parts ou droits de sociétés détenus			l'État	-3 263 590 475
01	directement	-690 369 918		Produit des cessions, par l'État, de	
	Remboursement de créances rattachées à			titres, parts ou droits de sociétés	
04	des participations financières	+5 779 443	01	détenus directement	-690 369 918
06	Versement du budget général	-2 579 000 000		Remboursement de créances	
	Pensions	-495 024 156		rattachées à des participations	
	Section : Pensions civiles et militaires de		04	financières	+5 779 443
	retraite et allocations temporaires		06	Versement du budget général	-2 579 000 000
	<b>d'invalidité</b>	-501 258 086		Pensions	-495 024 156
	Personnels civils : retenues pour pensions :			Section: Pensions civiles et	
	agents propres de l'État et agents détachés			militaires de retraite et allocations	
	dans une administration de l'État sur un			temporaires d'invalidité	-501 258 086
01	emploi conduisant à pension	-14 385 641		Personnels civils : retenues pour	
	Personnels civils : retenues pour pensions :			pensions : agents propres de l'État et	
	agents détachés dans une administration de			agents détachés dans une	
	l'État sur un emploi ne conduisant pas à			administration de l'État sur un	
02	pension	-17 896	01	emploi conduisant à pension	-14 385 641

	Personnels civils : retenues pour pensions :			Personnels civils : retenues pour	
	agents propres des établissements publics			pensions : agents détachés dans une	
	et agents détachés en établissement public			administration de l'État sur un	
03	sur un emploi conduisant à pension	-2 635 519	02	emploi ne conduisant pas à pension.	-17 896
	Personnels civils : retenues pour pensions :			Personnels civils : retenues pour	
	agents détachés dans les collectivités et			pensions : agents propres des	
	établissements publics locaux sur un			établissements publics et agents	
04	emploi conduisant à pension	-81 889		détachés en établissement public sur	
	Personnels civils : retenues pour pensions :		03	un emploi conduisant à pension	-2 635 519
	agents détachés hors l'État sur un emploi			Personnels civils : retenues pour	
	ne conduisant pas à pension (hors France			pensions : agents détachés dans les	
05	Télécom et hors La Poste)	-207 363		collectivités et établissements	
	Personnels civils : retenues pour pensions :			publics locaux sur un emploi	
	agents propres de France Télécom et		04	conduisant à pension	-81 889
06	agents détachés à France Télécom	+1 401 454		Personnels civils : retenues pour	
	Personnels civils : retenues pour pensions :			pensions : agents détachés hors	
	primes et indemnités ouvrant droit à			l'État sur un emploi ne conduisant	
07	pension	-959 324		pas à pension (hors France Télécom	
	Personnels civils : retenues pour pensions :		05	et hors La Poste)	-207 363
	agents propres de l'État et agents détachés			Personnels civils : retenues pour	
	dans une administration de l'État :			pensions : agents propres de France	
	surcotisations salariales du temps partiel et			Télécom et agents détachés à France	
10	des cessations progressives d'activité	-45 867	06	Télécom	+1 401 454
	Personnels civils : retenues pour pensions :			Personnels civils : retenues pour	
	agents propres des établissements publics			pensions : primes et indemnités	
	et agents détachés hors l'État :		07	ouvrant droit à pension	-959 324
	surcotisations salariales du temps partiel et			Personnels civils : retenues pour	
11	des cessations progressives d'activité	+4 266 464		pensions : agents propres de l'État et	
	Personnels civils : retenues pour pensions :			agents détachés dans une	
	agents propres et détachés des budgets			administration de l'État :	
14	annexes	-116 696		surcotisations salariales du temps	
	Personnels civils : contributions des			partiel et des cessations progressives	
	employeurs : agents propres de l'État et		10	d'activité	-45 867
	agents détachés dans une administration de			Personnels civils : retenues pour	
	l'État sur un emploi conduisant à pension			pensions : agents propres des	
21	(hors allocation temporaire d'invalidité)	-259 520 586		établissements publics et agents	
	Personnels civils : contributions des			détachés hors l'État : surcotisations	
	employeurs : agents détachés dans une			salariales du temps partiel et des	
	administration de l'État sur un emploi ne		11	cessations progressives d'activité	+4 266 464
	conduisant pas à pension (hors allocation			Personnels civils : retenues pour	
22	temporaire d'invalidité)	-310 463		pensions : agents propres et	
		·	14	détachés des budgets annexes	-116 696

Perso	nnels civils : contributions des			Personnels civils : contributions des	
emplo	oyeurs : agents propres des			employeurs : agents propres de	
établi	ssements publics et agents détachés			l'État et agents détachés dans une	
en éta	ablissement public sur un emploi			administration de l'État sur un	
	isant à pension	+129 637 284		emploi conduisant à pension (hors	
Perso	nnels civils : contributions des		21	allocation temporaire d'invalidité)	-259 520 586
emplo	oyeurs : agents détachés dans les			Personnels civils : contributions des	
	ctivités et établissements publics			employeurs : agents détachés dans	
	x sur un emploi conduisant à pension	+2 415 966		une administration de l'État sur un	
	nnels civils : contributions des			emploi ne conduisant pas à pension	
emple	oyeurs : agents détachés hors l'État			(hors allocation temporaire	
	n emploi ne conduisant pas à pension		22	d'invalidité)	-310 463
	France Télécom et hors La Poste)	+8 277 906		Personnels civils : contributions des	
	nnels civils : contributions des			employeurs : agents propres des	
emple	oyeurs : agents propres de France			établissements publics et agents	
	om et agents détachés à France			détachés en établissement public sur	
	om	+6 834 203	23	un emploi conduisant à pension	+129 637 284
Perso	nnels civils : contributions des			Personnels civils : contributions des	
emple	oyeurs : primes et indemnités ouvrant			employeurs : agents détachés dans	
	à pension	-2 582 321		les collectivités et établissements	
	nnels civils : contributions des			publics locaux sur un emploi	
	oyeurs : agents propres de La Poste et		24	conduisant à pension	+2 415 966
	s détachés à La Poste	-211 504 048		Personnels civils : contributions des	
Perso	nnels civils : contributions des			employeurs : agents détachés hors	
emple	oyeurs : allocation temporaire			l'État sur un emploi ne conduisant	
	alidité	+264 725		pas à pension (hors France Télécom	
Perso	nnels civils : contributions des		25	et hors La Poste)	+8 277 906
emple	oyeurs : agents propres et détachés			Personnels civils : contributions des	
	udgets annexes	-1 228 029		employeurs : agents propres de	
Perso	nnels militaires : retenues pour			France Télécom et agents détachés à	
pensi	ons : agents propres de l'État et		26	France Télécom	+6 834 203
agent	s détachés dans une administration de			Personnels civils : contributions des	
41 l'État	sur un emploi conduisant à pension.	-12 244 729		employeurs : primes et indemnités	
Perso	nnels militaires : retenues pour		27	ouvrant droit à pension	-2 582 321
pensi	ons : agents détachés dans une			Personnels civils : contributions des	
	nistration de l'État sur un emploi ne			employeurs : agents propres de La	
42 condu	uisant pas à pension	-1 281	32	Poste et agents détachés à La Poste	-211 504 048
Perso	nnels militaires : retenues pour			Personnels civils : contributions des	
	ons : agents propres des			employeurs : allocation temporaire	
établi	ssements publics et agents détachés		33	d'invalidité	+264 725
	ablissement public sur un emploi				
43 condu	isant à pension	-32 051			

	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les			Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres et	
	collectivités et établissements publics		34	détachés des budgets annexes	-1 228 029
44	locaux sur un emploi conduisant à pension	-12 902	34	Personnels militaires : retenues pour	-1 220 027
7-7	Personnels militaires : retenues pour	-12 902		pensions : agents propres de l'État et	
	pensions : agents détachés hors l'État sur			agents détachés dans une	
	un emploi ne conduisant pas à pension			administration de l'État sur un	
45	(hors France Télécom et hors La Poste)	-10 556	41	emploi conduisant à pension	-12 244 729
15	Personnels militaires : retenues pour	10 330	.1	Personnels militaires : retenues pour	12 211 729
	pensions : primes et indemnités ouvrant			pensions : agents détachés dans une	
47	droit à pension	-772 524		administration de l'État sur un	
.,	Personnels militaires : contributions des	, , 2 32 .	42	emploi ne conduisant pas à pension.	-1 281
	employeurs : agents propres de l'État et			Personnels militaires: retenues pour	1 201
	agents détachés dans une administration de			pensions : agents propres des	
51	l'État sur un emploi conduisant à pension.	-134 648 415		établissements publics et agents	
	Personnels militaires : contributions des			détachés en établissement public sur	
	employeurs : agents détachés dans une		43	un emploi conduisant à pension	-32 051
	administration de l'État sur un emploi ne			Personnels militaires : retenues pour	
52	conduisant pas à pension	-15 506		pensions : agents détachés dans les	
	Personnels militaires : contributions des			collectivités et établissements	
	employeurs : agents propres des			publics locaux sur un emploi	
	établissements publics et agents détachés		44	conduisant à pension	-12 902
	en établissement public sur un emploi			Personnels militaires : retenues pour	
53	conduisant à pension	-1 256 151		pensions : agents détachés hors	
	Personnels militaires : contributions des			l'État sur un emploi ne conduisant	
	employeurs : agents détachés dans les			pas à pension (hors France Télécom	
	collectivités et établissements publics		45	et hors La Poste)	-10 556
54	locaux sur un emploi conduisant à pension	-488 313		Personnels militaires : retenues pour	
	Personnels militaires : contributions des			pensions : primes et indemnités	
	employeurs : agents détachés hors l'État		47	ouvrant droit à pension	-772 524
	sur un emploi ne conduisant pas à pension			Personnels militaires: contributions	
55	(hors France Télécom et hors La Poste)	-213 086		des employeurs : agents propres de	
	Personnels militaires: contributions des			l'État et agents détachés dans une	
	employeurs : primes et indemnités ouvrant			administration de l'État sur un	
57	droit à pension	-10 064 932	51	emploi conduisant à pension	-134 648 415
	Recettes diverses (administration centrale)			Personnels militaires : contributions	
	: Caisse nationale de retraite des agents			des employeurs : agents détachés	
	des collectivités locales (CNRACL):			dans une administration de l'État sur	
	transfert au titre de l'article 59 de la loi n°			un emploi ne conduisant pas à	
	2009-1673 du 30 décembre 2009 de		52	pension	-15 506
61	finances pour 2010	+6 000 000			

	Recettes diverses (administration centrale)			Personnels militaires : contributions	
	: compensation démographique			des employeurs : agents propres des	
65	généralisée : personnels civils	-10 000 000		établissements publics et agents	
	Recettes diverses : récupération des indus			détachés en établissement public sur	
67	sur pensions : personnels civils	+3 000 000	53	un emploi conduisant à pension	-1 256 151
	Section : Ouvriers des établissements			Personnels militaires : contributions	
	industriels de l'État	-7 642 279		des employeurs : agents détachés	
71	Cotisations salariales et patronales	-534 132		dans les collectivités et	
	Contribution au Fonds spécial des			établissements publics locaux sur un	
	pensions des ouvriers des établissements		54	emploi conduisant à pension	-488 313
	industriels de l'État (FSPOEIE) et au			Personnels militaires : contributions	
	Fonds des rentes d'accident du travail des			des employeurs : agents détachés	
	ouvriers civils des établissements			hors l'État sur un emploi ne	
72	militaires (RATOCEM)	-6 891 786		conduisant pas à pension (hors	
74	Recettes diverses	-111 412	55	France Télécom et hors La Poste)	-213 086
	Autres financements : Fonds de solidarité			Personnels militaires : contributions	
	vieillesse (FSV), Fonds de solidarité			des employeurs : primes et	
75	invalidité (FSI) et cotisations rétroactives.	-104 949	57	indemnités ouvrant droit à pension	-10 064 932
	Section : Pensions militaires d'invalidité			Recettes diverses (administration	
	et des victimes de guerre et autres			<u>centrale</u> ) : Caisse nationale de	
	pensions	+13 876 209		retraites des agents des collectivités	
	Financement de la retraite du combattant :			<u>locales (CNRACL) : transfert au</u>	
81	participation du budget général	-6 953 499		titre de l'article 59 de la loi n° 2009-	
	Financement des pensions militaires			1673 du 30 décembre 2009 de	
	d'invalidité : participation du budget		61	finances pour 2010	+6 000 000
87	général	+12 019 238		Recettes diverses (administration	
	Financement des pensions d'Alsace-			centrale) : compensation	
89	Lorraine : participation du budget général.	+400 000		démographique généralisée :	
	Financement des allocations de		65	personnels civils	-10 000 000
	reconnaissance des anciens supplétifs :			Recettes diverses : récupération des	
91	participation du budget général	+8 410 470		indus sur pensions : personnels	
	Total	-3 747 554 985	67	civils	+3 000 000
				Section: Ouvriers des	
				établissements industriels de	
				l'État	-7 642 279
			71	Cotisations salariales et patronales	-534 132

	Total	-3 747 554 985
91	général	+8 410 470
	supplétifs : participation du budget	
	reconnaissance des anciens	
	Financement des allocations de	
89	général	+400 000
	Lorraine : participation du budget	
	Financement des pensions d'Alsace-	
87	général	+12 019 238
	d'invalidité : participation du budget	
	Financement des pensions militaires	
81	général	-6 953 499
	combattant : participation du budget	
	Financement de la retraite du	
	guerre et autres pensions	+13 876 209
	d'invalidité et des victimes de	
	Section: Pensions militaires	
75	cotisations rétroactives	-104 949
	solidarité invalidité (FSI) et	
	solidarité vieillesse (FSV), Fonds de	
	Autres financements : Fonds de	
74	Recettes diverses	-111 412
72	(RATOCEM)	-6 891 786
	civils des établissements militaires	
	d'accident du travail des ouvriers	
	(FSPOEIE) et au fonds des rentes	
	établissements industriels de l'État	
	pensions des ouvriers des	

#### IV. - COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(En euros)

### IV. - COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025	Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025
	Avances à l'audiovisuel public	+10 417 568		Avances à l'audiovisuel public	+10 417 568
01	Recettes	+10 417 568	01	Recettes	+10 417 568
	Avances aux collectivités territoriales	-826 420 540		Avances aux collectivités	
	Section : Avances sur le montant des			territoriales et aux collectivités	
	impositions revenant aux régions,			régies par les articles 73, 74 et 76	
	départements, communes,			de la Constitution	-826 420 540
	établissements et divers organismes	-826 420 540		Section : Avances sur le montant	
05	Recettes diverses	-284 774 961		des impositions revenant aux	
09	Taxe d'habitation et taxes annexes	+100 628 142		régions, départements,	
10	Taxes foncières et taxes annexes	-535 481 975		communes, établissements et	
	Cotisation sur la valeur ajoutée des			divers organismes	-826 420 540
11	entreprises	+11 799 312	05	Recettes diverses	-284 774 961
	Cotisation foncière des entreprises et		09	Taxe d'habitation et taxes annexes	+100 628 142
12	taxes annexes	-118 591 058	10	Taxes foncières et taxes annexes	-535 481 975
	Prêts à des États étrangers	+1 159 561 986		Cotisation sur la valeur ajoutée des	
	Section : Prêts à des États étrangers		11	entreprises	+11 799 312
	en vue de faciliter la vente de biens et			Cotisation foncière des entreprises	
	de services concourant au		12	et taxes annexes	-118 591 058
	développement du commerce			Prêts à des États étrangers	+1 159 561 986
	extérieur de la France	+16 648 074		Section : Prêts à des États	
	Remboursement des prêts accordés à			étrangers en vue de faciliter la	
	des États étrangers en vue de faciliter la			vente de biens et de services	
	vente de biens et de services concourant			concourant au développement du	
	au développement du commerce			commerce extérieur de la France	+16 648 074
01	extérieur de la France	+16 648 074		Remboursement des prêts accordés	
	Section : Prêts à des États étrangers			à des États étrangers en vue de	
	pour consolidation de dettes envers la			faciliter la vente de biens et de	
	France	+2 913 912		services concourant au	
02	Remboursement de prêts du Trésor	+2 913 912		développement du commerce	
	Section : Prêts aux États membres de		01	extérieur de la France	+16 648 074
	la zone euro	+1 140 000 000		Section : Prêts à des États	
	Remboursement des prêts consentis aux			étrangers pour consolidation de	
	États membres de l'Union européenne			dettes envers la France	+2 913 912
04	dont la monnaie est l'euro	+1 140 000 000	02	Remboursement de prêts du Trésor	+2 913 912
	Prêts et avances à des particuliers ou			Section: Prêts aux États membres	
	à des organismes privés	-219 693 753		de la zone euro	+1 140 000 000

	Section : Prêts pour le développement	-10 50
	économique et social	-219 693 753
	Prêts pour le développement	
06	économique et social	-219 735 695
	Prêts octroyés dans le cadre des	
12	programmes d'investissement d'avenir.	+41 942
	Prêts et avances à divers services de	
	l'État ou organismes gérant des	
	services publics	-2 877 972 776
	Remboursement des avances octroyées	
	au titre du préfinancement des aides	
	communautaires de la politique agricole	
01	commune	-2 900 000 000
	Remboursement des avances octroyées	
	à des organismes distincts de l'État et	
03	gérant des services publics	-1 322 288
	Remboursement des prêts et avances	
04	octroyés à des services de l'État	+25 846 909
	Remboursement des prêts octroyés aux	
	exploitants d'aéroports touchés par la	
	crise de covid-19 au titre des dépenses	
06	de sûreté-sécurité	-2 497 397
	Total	-2 754 107 515

dépenses de sûreté-sécurité  Total	-2 497 397 <b>-2 754 107 515</b>
1/ 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	2 407 207
aux exploitants d'aéroports touchés	
	+25 846 909
Remboursement des prêts et avances	
publics	-1 322 288
de l'État et gérant des services	
octroyées à des organismes distincts	
Remboursement des avances	
politique agricole commune	-2 900 000 000
des aides communautaires de la	
octroyées au titre du préfinancement	
Remboursement des avances	
des services publics	-2 877 972 776
de l'État ou organismes gérant	
Prêts et avances à divers services	
	+41 942
	-219 735 695
Prêts pour le développement	
social	-219 693 753
_	
	-217 073 733
-	-219 693 753
	11 140 000 000
	+1 140 000 000
	Prêts pour le développement économique et social

Amdts n° 24, n° 22

# ÉTAT B

# RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2025 OUVERTS/ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL

BUDGET GÉNÉRAL

#### (En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentair es ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Action extérieure				
de l'État			73 072 877	68 940 645
Action de la				
France en Europe				
et dans le monde			49 000 000	46 000 000
Diplomatie				
culturelle et				
d'influence			13 000 000	13 000 000
Français à				
l'étranger et				
affaires				
consulaires			11 072 877	9 940 645
Administration				
générale et				
territoriale de				
l'État			<del>157 618 769</del>	<del>111 127 278</del>
Administration				
territoriale de			4 4 4 0 2 2 2	
1'État			4 468 220	6 036 676
Vie politique			6 401 044	4 095 609
Conduite et				
pilotage des				
politiques de			146540505	100 004 632
l'intérieur			<del>146 749 505</del>	100 994 993
Agriculture,				
alimentation,				
forêt et affaires			255 260 202	120 504 510
rurales			255 260 303	128 504 510

# ÉTAT B (ARTICLE 5 DE LA LOI)

## <u>RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2025 OUVERTS ET ANNULÉS, PAR</u> <u>MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DU</u> BUDGET GÉNÉRAL

## BUDGET GÉNÉRAL

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentair es ouvertes	Crédits de paiement supplémentair es ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Action				
extérieure de				
l'État			73 072 877	68 940 645
Action de la				
France en				
Europe et dans				
le monde			49 000 000	46 000 000
Diplomatie				
culturelle et			12 000 000	12 000 000
d'influence			13 000 000	13 000 000
Français à				
l'étranger et				
affaires			11.052.055	0.040.645
consulaires			11 072 877	9 940 645
Administration				
générale et				
territoriale de l'État			145 (10 5(0	101 125 250
1 2000			<u>147 618 769</u>	<u>101 127 278</u>
Administration				
territoriale de l'État			4.469.220	( 02( (7(
Vie politique			4 468 220 6 401 044	6 036 676
Conduite et			0 401 044	4 095 609
pilotage des				
politiques de				
l'intérieur			<u>136 749 505</u>	90 994 993
Agriculture,			130 /47 303	<u> 70 774 773</u>
alimentation,				
forêt et affaires				
rurales			255 260 303	128 504 510

Pagriculture, de   Pagroalimentaire   Pagroalimen	Compétitivité et durabilité de				
Et de la forêt					
Sécurité et qualité sanitaires de   Palimentation					
Sanitaires de   Palimentation				140 605 778	98 505 778
Palimentation   29 040 652					
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture					4 40 4 40 4
pilotage des politiques de l'agriculture				29 040 652	4 484 696
Politiques de l'agriculture					
Pagriculture					
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)				60,000,027	
Coût du travail en agriculture   CTODE-AG)				60 099 837	
agriculture (TODE-AG)  Aide publique au développement Aide économique et financière au développement Solidarité à l'égard des pays en développement  Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale  Cohésion des territoires Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables					
Aide publique au développement         169 484 127         29 152 383           Aide publique au développement         169 484 127         29 152 383           Aide économique et financière au développement         105 724 053         19 098 557           Solidarité à l'égard des pays en développement         63 760 074         10 053 826           Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale         15 225 563         15 209 643           Cohésion des territoires         119 500 000         134 300 000         245 425 527         142 306 127           Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables         119 500 000         119 500 000         119 500 000           Aide à l'accès au         119 500 000         119 500 000         119 500 000         119 500 000					
Aide publique au développement       169 484 127       29 152 383         Aide économique et financière au développement       105 724 053       19 098 557         Solidarité à l'égard des pays en développement       63 760 074       10 053 826         Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale       15 225 563       15 209 643         Cohésion des territoires       119 500 000       134 300 000       245 425 527       142 306 127         Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables       119 500 000       119 500 000         Aide à l'accès au       119 500 000       119 500 000	<u> </u>			25.514.026	25.514.026
développement       169 484 127       29 152 383         Aide économique et financière au développement       105 724 053       19 098 557         Solidarité à l'égard des pays en développement       63 760 074       10 053 826         Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale       15 225 563       15 209 643         Cohésion des territoires       119 500 000       134 300 000       245 425 527       142 306 127         Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables       119 500 000       119 500 000         Aide à l'accès au       119 500 000       119 500 000				25 514 036	25 514 036
Aide économique et financière au développement  Solidarité à l'égard des pays en développement  Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale  Cohésion des territoires 119 500 000				1.00.404.105	20 152 202
et financière au développement Solidarité à l'égard des pays en développement  Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale  Cohésion des territoires Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables				169 484 127	29 152 383
développement   105 724 053   19 098 557	-				
Solidarité à l'égard des pays en développement   63 760 074   10 053 826				105 504 052	10,000,555
des pays en   développement   63 760 074   10 053 826				105 724 053	19 098 55 /
développement   63 760 074   10 053 826					
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale  Cohésion des territoires Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables				62.760.074	10.052.026
combattants, mémoire et liens avec la Nation Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale  Cohésion des territoires Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables				63 /60 0/4	10 053 826
mémoire et liens avec la Nation         15 225 563         15 209 643           Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale         15 225 563         15 209 643           Cohésion des territoires         119 500 000         134 300 000         245 425 527         142 306 127           Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables         119 500 000         119 500 000         119 500 000           Aide à l'accès au         119 500 000         119 500 000         119 500 000         119 500 000					
avec la Nation         15 225 563         15 209 643           Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale         15 225 563         15 209 643           Cohésion des territoires         119 500 000         134 300 000         245 425 527         142 306 127           Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	,				
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale   15 225 563   15 209 643				15 225 562	15 200 (42
victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale       15 225 563       15 209 643         Cohésion des territoires       119 500 000       134 300 000       245 425 527       142 306 127         Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables       119 500 000       119 500 000         Aide à l'accès au       119 500 000       119 500 000				15 225 563	15 209 643
persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale  Cohésion des territoires Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables					
antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale  Cohésion des territoires					
actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale  Cohésion des territoires Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	-				
pendant la seconde guerre mondiale  Cohésion des territoires 119 500 000 134 300 000 245 425 527 142 306 127  Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables					
Substitute					
Cohésion des   territoires   119 500 000   134 300 000   245 425 527   142 306 127				15 225 562	15 200 642
territoires         119 500 000         134 300 000         245 425 527         142 306 127           Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables				15 225 505	15 209 643
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables		110 500 000	124 200 000	245 425 527	142 206 127
parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables		119 500 000	134 300 000	245 425 521	<del>144 300 127</del>
logement et insertion des personnes vulnérables					
insertion des personnes vulnérables					
personnes vulnérables	_				
vulnérables       119 500 000       119 500 000         Aide à l'accès au       119 500 000       119 500 000					
Aide à l'accès au	*	110 500 000	110 500 000		
		119 300 000	117 300 000		
17 413 707   37 413 707   37 413 707				57 /113 067	57 /13 067
	10gement			3/41390/	31413 701

Compétitivité et durabilité de				
l'agriculture, de				
l'agroalimentair				
e et de la forêt			140 605 778	98 505 778
Sécurité et				
qualité				
sanitaires de				
l'alimentation			29 040 652	4 484 696
Conduite et				
pilotage des				
politiques de			60 099 837	
l'agriculture Allègements du			00 099 837	
coût du travail				
en agriculture				
(TODE-AG)			25 514 036	25 514 036
Aide publique				
au				
développement			169 484 127	29 152 383
Aide				
économique et				
financière au			105 504 050	10.000.555
développement			105 724 053	19 098 557
Solidarité à				
l'égard des pays en				
développement			63 760 074	10 053 826
Anciens			03 700 074	10 033 820
combattants,				
mémoire et				
liens avec la				
Nation			15 225 563	15 209 643
Indemnisation				
des victimes des				
persécutions				
antisémites et				
des actes de barbarie				
pendant la				
seconde guerre				
mondiale			15 225 563	15 209 643
Cohésion des			13 223 303	15 207 0 75
territoires	119 500 000	<u>150 500 000</u>	245 425 527	<u>158 506 127</u>
	1			

Urbanisme,				
territoires et				
amélioration de				
l'habitat			160 469 778	<del>57 350 378</del>
Impulsion et			100 409 776	<del>31 330 310</del>
coordination de la				
politique				
d'aménagement du		14 000 000		
territoire		14 800 000		
Politique de la			25 544 502	
ville			27 541 782	27 541 782
Conseil et				
contrôle de l'État			7 008 130	2 300 000
Conseil d'État et				
autres juridictions				
administratives			7 008 130	2 300 000
Culture			123 612 258	48 846 939
Patrimoines			52 337 896	23 840 942
Création			37 000 000	10 491 545
Transmission des				
savoirs et				
démocratisation de				
la culture			30 828 796	13 030 885
Soutien aux				
politiques du				
ministère de la				
culture			3 445 566	1 483 567
Défense	209 000 000	349 000 000	100 000 000	188 000 000
Environnement et	200 000 000	2 13 000 000	100 000 000	100 000 000
prospective de la				
prospective de la politique de			40,000,000	40 000 000
prospective de la politique de défense			40 000 000	40 000 000
prospective de la politique de défense Préparation et			40 000 000	
prospective de la politique de défense			40 000 000	40 000 000 88 000 000
prospective de la politique de défense			40 000 000	
prospective de la politique de défense	200 000 000	200 000 000	40 000 000	88 000 000
prospective de la politique de défense	209 000 000	209 000 000	40 000 000	
prospective de la politique de défense	209 000 000 209 000 000	209 000 000 209 000 000	40 000 000	88 000 000
prospective de la politique de défense		209 000 000		88 000 000
prospective de la politique de défense			40 000 000 60 000 000	88 000 000
prospective de la politique de défense		209 000 000		88 000 000
prospective de la politique de défense		209 000 000	60 000 000	88 000 000 60 000 000
prospective de la politique de défense		209 000 000		88 000 000
prospective de la politique de défense		209 000 000	60 000 000	88 000 000 60 000 000
prospective de la politique de défense		209 000 000	60 000 000	88 000 000 60 000 000

Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables Aide à l'accès au logement Urbanisme, territoires et amélioration de	119 500 000	119 500 000	57 413 967	57 413 967
l'habitat			160 469 778	<u>73 550 378</u>
Impulsion et coordination de				
la politique				
d'aménagement		21 000 000		
du territoire Politique de la		<u>31 000 000</u>		
ville			27 541 782	27 541 782
Conseil et				
contrôle de			- 000 100	• • • • • • • •
<b>l'État</b> Conseil d'État			7 008 130	2 300 000
et autres				
juridictions				
administratives			7 008 130	2 300 000
Culture			123 612 258	48 846 939
Patrimoines			52 337 896	23 840 942
Création			37 000 000	10 491 545
Transmission				
des savoirs et				
démocratisation			20.929.706	12.020.005
de la culture Soutien aux			30 828 796	13 030 885
politiques du				
ministère de la				
culture			3 445 566	1 483 567
Défense	209 000 000	349 000 000	100 000 000	188 000 000
Environnement				
et prospective				
de la politique				
de défense			40 000 000	40 000 000
Préparation et				
emploi des				00,000,000
forces				88 000 000

Protection des				
droits et libertés			1 163 774	1 640 815
Écologie,				
développement et				
mobilité durables	<del>1 125 087 960</del>	<del>1 144 000 000</del>	<del>133 732 336</del>	<del>65 189 168</del>
Infrastructures et				
services de				
transports			42 582 174	8 842 592
Paysages, eau et				
biodiversité			500 002	500 000
Expertise,				
information				
géographique et				
météorologie			<del>80 000</del>	<del>80 000</del>
Prévention des				
risques			62 404 261	30 000 000
Énergie, climat et				
après-mines				<del>20 000 000</del>
Service public de				
l'énergie	1 125 087 960	1 144 000 000		
Conduite et				
pilotage des				
politiques de				
l'écologie, du				
développement et				
de la mobilité				
durables			26 921 903	5 766 576
Sûreté nucléaire et				
radioprotection			1 243 996	
Économie	58 959 131	<del>21 220 800</del>	<del>393 319 233</del>	<del>177 238 353</del>
Développement				
des entreprises et			• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	
régulations			<del>256 975 105</del>	<del>511 792</del>
Plan France Très				40.002.052
haut débit				40 992 073
Statistiques et				
études			2.057.406	2 2 47 8 4 6
économiques			3 957 486	3 347 846
Stratégies	50.050.121	21 220 000		
économiques	58 959 131	21 220 800		

Soutien de la politique de la défense dont titre 2 Équipement des forces	209 000 000 209 000 000	209 000 000 209 000 000 140 000 000	60 000 000	60 000 000
Direction de				
l'action du Gouvernement			11 925 194	1 640 815
Coordination du			11 923 194	1 040 813
travail				
gouvernemental Protection des			10 761 420	
droits et libertés			1 163 774	1 640 815
Écologie,				
développement				
et mobilité durables	1 128 007 960	1 146 920 000	136 572 336	68 029 168
Infrastructures	1120 007 700	1140 > 20 000	130 572 550	00 025 100
et services de				
transports			42 582 174	8 842 592
Paysages, eau et biodiversité			500 002	500 000
Expertise,			200 002	200 000
information				
géographique et météorologie	2 920 000	2 920 000		
Prévention des	<u>2 920 000</u>	2 920 000		
risques			62 404 261	30 000 000
Énergie, climat			2 020 000	22 020 000
et après-mines Service public			<u>2 920 000</u>	<u>22 920 000</u>
de l'énergie	1 125 087 960	1 144 000 000		
Conduite et				
pilotage des				
politiques de l'écologie, du				
développement				
et de la mobilité				
durables			26 921 903	5 766 576
Sûreté nucléaire et				
radioprotection			1 243 996	
Économie	58 959 131	81 709 008	332 319 233	237 214 769
Développement				
des entreprises et régulations		60 488 208	<u>195 975 105</u>	

Financement des				
opérations				
patrimoniales en				
2025 sur le compte				
d'affectation				
spéciale				
« Participations financières de				
l'État »			132 386 642	<del>132 386 642</del>
Engagements			132 380 042	132 300 042
financiers de				
l'État	424 993 211	424 993 211	2 912 400 034	2 912 077 534
Charge de la dette	727 //3 211	727 //3 211	2 712 400 034	2 712 077 334
et trésorerie de				
l'État (crédits				
évaluatifs)			2 879 383 738	2 879 383 738
Appels en garantie			20.7 303 730	20.7505750
de l'État (crédits				
évaluatifs)	424 993 211	424 993 211		
Épargne			31 016 296	30 693 796
Charge de la dette				
de SNCF Réseau				
reprise par l'État				
(crédits évaluatifs)			2 000 000	2 000 000
Enseignement				
scolaire			168 762 875	131 032 618
Enseignement				
scolaire public du				
premier degré			8 160 952	2 960 952
Enseignement				
scolaire public du				
second degré			25 963 191	2 466 896
Vie de l'élève			72 212 165	83 037 768
Enseignement				
privé du premier et			1 = -0 -0 -	
du second degrés			1 769 686	637 802
Soutien de la				
politique de l'éducation				
			56 150 275	41.020.200
nationale Enseignement			56 159 275	41 929 200
technique agricole			4 497 606	
Gestion des			4 47 / 000	
finances				
publiques			55 813 047	66 144 337
publiques	ļ.	Į.	33 013 047	00 177 337

Plan France Très haut débit				40 992 073
Statistiques et études économiques			3 957 486	3 347 846
Stratégies économiques	58 959 131	21 220 800		
Financement	36 737 131	21 220 600		
des opérations				
patrimoniales en				
2025 sur le				
compte				
d'affectation				
spéciale				
« Participations				
financières de l'État »			132 386 642	192 874 850
Engagements			132 300 042	172 674 630
financiers de				
l'État	424 993 211	424 993 211	2 912 400 034	2 912 077 534
Charge de la				
dette et				
trésorerie de				
l'État (crédits				
évaluatifs)			2 879 383 738	2 879 383 738
Appels en				
garantie de l'État (crédits				
évaluatifs)	424 993 211	424 993 211		
Épargne	424 993 211	424 993 211	31 016 296	30 693 796
Charge de la			31 010 270	30 0/3 7/0
dette de SNCF				
Réseau reprise				
par l'État				
(crédits				
évaluatifs)			2 000 000	2 000 000
Enseignement			1 < 0 = < 0 0= =	121 022 (10
scolaire Ensaignement			168 762 875	131 032 618
Enseignement scolaire public				
du premier				
degré			8 160 952	2 960 952
Enseignement			0 100 752	2 700 752
scolaire public				
du second degré			25 963 191	2 466 896
Vie de l'élève			72 212 165	83 037 768

Gestion fiscale et	1	1	1		Enseignement		1		1
financière de l'État					privé du				
et du secteur					premier et du				
public local			43 495 818	41 821 186	second degrés			1 769 686	637 802
Conduite et			75 775 616	71 021 100	Soutien de la			1 /0/ 000	037 002
pilotage des					politique de				
politiques					l'éducation				
économiques et					nationale			56 159 275	41 929 200
financières			10 503 184	11 337 697	Enseignement			30 137 213	71 /2/ 200
Facilitation et			10 303 104	11 337 077	technique				
sécurisation des					agricole			4 497 606	
échanges			1 814 045	12 985 454	Gestion des			4 477 000	
Immigration,			1 017 043	12 703 734	finances				
asile et					publiques			55 813 047	66 144 337
intégration			18 966 030	69 190 403	Gestion fiscale			33 013 047	00 177 337
Immigration et			10 /00 030	07 170 403	et financière de				
asile			3 362 627	53 587 000	l'État et du				
Intégration et			3 302 027	33 307 000	secteur public				
accès à la					local			43 495 818	41 821 186
nationalité					Conduite et			73 773 010	71 021 100
française			15 603 403	15 603 403	pilotage des				
Investir pour la			13 003 403	13 003 403	politiques				
France de 2030	242 000 000	45 528 234	242 000 000	1 556 117 737	économiques et				
Soutien des	<b>272</b> 000 000	75 520 25 <b>7</b>	272 000 000	1 330 117 737	financières			10 503 184	11 337 697
progrès de					Facilitation et			10 303 104	11 337 077
l'enseignement et					sécurisation des				
de la recherche				15 470 027	échanges			1 814 045	12 985 454
Valorisation de la				13 470 027	Immigration,			1014043	12 703 434
recherche				9 955 618	asile et				
Accélération de la				, ,55 010	intégration			18 966 030	69 190 403
modernisation des					Immigration et			10 700 030	07 170 403
entreprises			151 500 000	112 189 897	asile			3 362 627	53 587 000
Financement des			151 500 000	112 107 077	Intégration et			3 302 021	22 207 000
investissements					accès à la				
stratégiques			90 500 000	1 418 502 195	nationalité				
Financement			70 300 000	1 410 302 193	française			15 603 403	15 603 403
structurel des					Investir pour			15 005 405	15 005 705
écosystèmes					la France de				
d'innovation	242 000 000	45 528 234			2030	242 000 000	45 528 234	242 000 000	1 556 117 737
Justice	242 000 000	73 320 23 <b>T</b>	82 751 216	101 727 478	Soutien des	272 000 000	73 320 23 <b>7</b>	272 000 000	1 330 117 737
Justice judiciaire			35 925 553	101 /2/ 4/0	progrès de				
Administration			33 723 333		l'enseignement				
pénitentiaire			37 175 664	89 677 479	et de la				
Protection			37 173 004	07011419	recherche				15 470 027
judiciaire de la					Valorisation de				13 470 027
jeunesse			7 949 999	7 949 999	la recherche				9 955 618
jeunesse			1 272 222	1 277 222	ia recircient				7 755 010

r onduito of				
Conduite et pilotage de la				
politique de la				
justice			1 700 000	4 100 000
Médias, livre et			1 700 000	4 100 000
industries				
culturelles			2 107 100	2.052.049
			<b>3 106 109</b> 3 106 109	<b>3 052 048</b> 3 052 048
Presse et médias		45 261 580		
Outre-mer		45 201 580	50 055 822	17 418 682
Emploi outre-mer. Conditions de vie			18 816 702	17 418 682
		45.061.500	21 220 120	
outre-mer		45 261 580	31 239 120	
Recherche et				
enseignement	<0.000.000	<b>60,000,000</b>	252 450 552	250 410 011
supérieur	60 000 000	60 000 000	<del>253 458 573</del>	<del>250 418 811</del>
Formations				
supérieures et				
recherche			CT 2 CO 525	66.012.056
universitaire			67 360 535	66 012 976
Vie étudiante			35 598 038	33 905 835
Recherches				
scientifiques et				
technologiques			50,000,000	<b>5</b> 0,000,000
pluridisciplinaires.			50 000 000	50 000 000
Recherche spatiale			<del>99 000 000</del>	<del>99 000 000</del>
Recherche duale	40,000,000	40,000,000		
(civile et militaire)	60 000 000	60 000 000		
Enseignement				
supérieur et				
recherche			1 500 000	1 500 000
agricoles			1 500 000	1 500 000
Régimes sociaux				
et de retraite	117 099 914	117 099 914		
Régimes sociaux				
et de retraite des				
transports				
terrestres	62 773 808	62 773 808		
Régimes de				
retraite et de				
sécurité sociale				
des marins	27 000 000	27 000 000		
Régimes de				
retraite des mines,				
de la SEITA, et				
divers	27 326 106	27 326 106		

Accélération de				
la				
modernisation				
des entreprises			151 500 000	112 189 897
Financement				
des				
investissements				
stratégiques			90 500 000	1 418 502 195
Financement				
structurel des				
écosystèmes				
d'innovation	242 000 000	45 528 234		
Justice			82 751 216	101 727 478
Justice				
judiciaire			35 925 553	
Administration				
pénitentiaire			37 175 664	89 677 479
Protection				
judiciaire de la				
jeunesse			7 949 999	7 949 999
Conduite et				
pilotage de la				
politique de la				
justice			1 700 000	4 100 000
Médias, livre et				
industries				
culturelles			3 106 109	3 052 048
Presse et médias			3 106 109	3 052 048
Outre-mer		45 261 580	50 055 822	17 418 682
Emploi outre-				
mer			18 816 702	17 418 682
Conditions de				
vie outre-mer		45 261 580	31 239 120	
Recherche et				
enseignement				
supérieur	60 000 000	60 000 000	233 458 573	<u>230 418 811</u>
Formations				
supérieures et				
recherche				
universitaire			67 360 535	66 012 976
Vie étudiante			35 598 038	33 905 835
Recherches				
scientifiques et				
technologiques				
pluridisciplinair				
es			50 000 000	50 000 000

Relations avec les collectivités	12 (27 407			(F 2F ( 0 ( F
territoriales	13 637 497			65 356 965
Concours				
financiers aux				
collectivités territoriales et à				
				40 000 000
leurs groupements				40 000 000
Concours				
spécifiques et	10 607 407			25.256.065
administration	13 637 497			25 356 965
Remboursements			2 220 025 002	2 220 025 002
et dégrèvements			3 230 035 883	3 230 035 883
Remboursements				
et dégrèvements				
d'impôts d'État			2 111 210 652	0.111.010.000
(crédits évaluatifs)			3 111 210 892	3 111 210 892
Remboursements				
et dégrèvements				
d'impôts locaux				
(crédits évaluatifs)			118 824 991	118 824 991
Santé	2 197 240	5 027 168		
Prévention,				
sécurité sanitaire				
et offre de soins	2 197 240	5 027 168		
Sécurités	79 584 799	189 109 052	3 000 000	8 801 843
Police nationale	39 579 739	13 800 000		
Gendarmerie				
nationale	40 005 060	54 844 512		
Sécurité et				
éducation routières			3 000 000	8 801 843
Sécurité civile		120 464 540		
Solidarité,				
insertion et				
égalité des				
chances	44 <del>8 556 757</del>	4 <del>55 276 558</del>	1 078 350	1 078 350
Inclusion sociale				
et protection des				
personnes	<del>327 022 845</del>	<del>333 895 225</del>		
Handicap et				
dépendance	121 533 912	121 381 333		
Égalité entre les				
femmes et les				
hommes			1 078 350	1 078 350
Sport, jeunesse et				
vie associative	500 000	500 000	183 444 446	91 785 684
Sport			141 930 642	46 430 642
•	I	,	· ·	

Recherche spatiale Recherche du (civile et	nale		79 000 000	79 000 000
militaire) Enseignemen	60 000 000 t	60 000 000		
supérieur et				
recherche agricoles			1 500 000	1 500 000
Régimes			1 300 000	1 300 000
sociaux et de				
retraite	117 099 914	117 099 914		
Régimes				
sociaux et de				
retraite des				
transports				
terrestres	62 773 808	62 773 808		
Régimes de				
retraite et de sécurité socia	1-			
des marins	27 000 000	27 000 000		
Régimes de	27 000 000	27 000 000		
retraite des				
mines, de la				
SEITA, et				
divers	27 326 106	27 326 106		
Relations av	ec			
les collectivit				
territoriales	13 637 497			65 356 965
Concours				
financiers aux	X.			
collectivités				
territoriales e leurs	ιa			
groupements				40 000 000
Concours				40 000 000
spécifiques et	t			
administratio				25 356 965
Remboursen	ne			
nts et				
dégrèvement			3 230 035 883	3 230 035 883
Remboursem	ent			
s et				
dégrèvements				
d'impôts d'É (crédits	เลเ			
évaluatifs)			3 111 210 892	3 111 210 892
[ [ Evaluatiis)			5 111 210 092	3 111 210 072

Jeunesse et vie				
associative			39 013 804	23 463 051
Jeux olympiques				
et paralympiques				
2024			2 500 000	21 891 991
Jeux olympiques				
et paralympiques				
d'hiver 2030	500 000	500 000		
Transformation				
et fonction				
publiques			224 061 523	47 879 453
Performance et				
résilience des				
bâtiments de l'État				
et de ses				
opérateurs			200 000 000	18 996 184
Transformation				
publique			24 061 523	28 883 269
Travail, emploi et				
administration				
des ministères				
sociaux	6 663 663		892 181 847	825 035 961
Accès et retour à				
l'emploi			616 371 594	395 482 927
Accompagnement				
des mutations				
économiques et				
développement de				
l'emploi			272 347 090	421 238 764
Amélioration de la				
qualité de l'emploi				
et des relations du				
travail			3 463 163	5 094 334
Soutien des				
ministères sociaux	6 663 663			3 219 936
Total	2 907 780 172	2 991 316 517	10 006 800 072	10 355 609 648

Remboursement	ı			
s et				
dégrèvements				
d'impôts locaux				
(crédits				
évaluatifs)			118 824 991	118 824 991
Santé	2 197 240	5 027 168		
Prévention,				
sécurité				
sanitaire et offre				
de soins	2 197 240	5 027 168		
Sécurités	79 584 799	189 109 052	3 000 000	8 801 843
Police nationale	39 579 739	13 800 000		
Gendarmerie				
nationale	40 005 060	54 844 512		
Sécurité et				
éducation				
routières			3 000 000	8 801 843
Sécurité civile		120 464 540		
Solidarité,				
insertion et				
égalité des				
chances	<u>561 063 795</u>	<u>567 783 596</u>	1 078 350	1 078 350
Inclusion				
sociale et				
protection des				
personnes	439 529 883	446 402 263		
Handicap et	121 722 012	444 004 000		
dépendance	121 533 912	121 381 333		
Égalité entre les				
femmes et les			1.050.050	1.050.050
hommes			1 078 350	1 078 350
Sport, jeunesse				
et vie	500,000	500,000	102 444 446	01 505 (04
associative	500 000	500 000	183 444 446	91 785 684
Sport			141 930 642	46 430 642
Jeunesse et vie			20.012.904	22 462 051
associative			39 013 804	23 463 051
Jeux olympiques et				
paralympiques 2024			2 500 000	21 891 991
2024 Jeux			Z 300 000	41 <b>891 991</b>
olympiques et paralympiques				
d'hiver 2030	500 000	500 000		
u 111vei 2030	300 000	300 000		

T				
Transformatio			i	i
n et fonction			224041 522	45.050.453
publiques			224 061 523	47 879 453
Performance et			ı	1
résilience des			i	ı
bâtiments de			i	ı
l'État et de ses			i	ı
opérateurs			200 000 000	18 996 184
Transformation				
publique			24 061 523	28 883 269
Travail, emploi				
et				
administration			i	ı
des ministères			i	ı
sociaux	6 663 663		892 181 847	825 035 961
Accès et retour			i	ı
à l'emploi			616 371 594	395 482 927
Accompagneme				
nt des mutations			i	1
économiques et				1
développement			i	ı
de l'emploi			272 347 090	421 238 764
Amélioration de				
la qualité de			i	i
l'emploi et des			i	i
relations du			i	i
travail			3 463 163	5 094 334
Soutien des			i	i
ministères			i	ı
sociaux	6 663 663		i	3 219 936
Total	3 023 207 210	3 183 431 763	9 918 640 072	10 404 626 064

Amdts  $n^{\circ}$  3,  $n^{\circ}$  4,  $n^{\circ}$  8 rect.,  $n^{\circ}$  5,  $n^{\circ}$  16,  $n^{\circ}$  6,  $n^{\circ}$  17,  $n^{\circ}$  7 rect.,  $n^{\circ}$  20

# ÉTAT C RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2025 OUVERTS/ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES BUDGETS ANNEXES

**BUDGETS ANNEXES** 

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Contrôle et				
exploitation				
aériens			3 724 580	14 426 927
Soutien aux				
prestations de				
l'aviation civile			25 285	9 025 286
Transports aériens,				
surveillance et				
certification			3 699 295	5 401 641
Publications				
officielles et				
information				
administrative			1 149 883	1 010 000
Édition et diffusion			22 189	
Pilotage et				
ressources				
humaines			1 127 694	1 010 000
Total			4 874 463	15 436 927

# ÉTAT C (ARTICLE 6 DE LA LOI)

# <u>RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2025 OUVERTS ET ANNULÉS, PAR</u> <u>MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES</u> BUDGETS ANNEXES

### **BUDGETS ANNEXES**

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Contrôle et				
exploitation aériens			3 724 580	14.426.025
Soutien aux			3 /24 500	14 426 927
prestations de				
l'aviation civile			25 285	9 025 28
Transports			23 263	7 023 20
aériens,				
surveillance et				
certification			3 699 295	5 401 64
Publications				
officielles et				
information				
administrative			1 149 883	1 010 00
Édition et				
diffusion			22 189	
Pilotage et				
ressources				
humaines			1 127 694	1 010 00
Total			4 874 463	15 436 92

# ÉTAT D RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2025 OUVERTS/ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES COMPTES SPÉCIAUX

#### I. – COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

(En euros)

	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations	
Mission /	supplémentaires	supplémentaires	d'engagement	Crédits de
Programme	ouvertes	ouverts	annulées	paiement annulés
Contrôle de la				
circulation et du				
stationnement				
routiers	39 508 033	39 508 033		
Désendettement de				
1'État	39 508 033	39 508 033		
<b>Participations</b>				
financières de				
l'État	4 750 920	4 750 920	4 750 920	4 750 920
Opérations en				
capital intéressant				
les participations				
financières de				
l'État			4 750 920	4 750 920
Désendettement de				
l'État et				
d'établissements				
publics de l'État	4 750 920	4 750 920		
Total	44 258 953	44 258 953	4 750 920	4 750 920

# ÉTAT D (ARTICLE 7 DE LA LOI)

## <u>RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2025 OUVERTS ET ANNULÉS, PAR</u> <u>MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES COMPTES SPÉCIAUX</u>

#### I. – COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

	•			(En euros)
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations	Crédits de
Mission /	supplémentaire	supplémentaires	d'engagement	paiement
Programme	s ouvertes	ouverts	annulées	annulés
Contrôle de la				
circulation et du				
stationnement				
routiers	39 508 033	39 508 033		
Désendettement				
de l'État	39 508 033	39 508 033		
Participations				
financières de				
l'État	4 750 920	4 750 920	4 750 920	4 750 920
Opérations en				
capital intéressant				
les participations				
financières de				
l'État			4 750 920	4 750 920
Désendettement				
de l'État et				
d'établissements				
publics de l'État	4 750 920	4 750 920		
Total	44 258 953	44 258 953	4 750 920	4 750 920

#### II. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(En euros)

	A	G (11:	П	(En euros)
Mission /	Autorisations d'engagement supplémentaires	Crédits de paiement supplémentaires	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Programme	ouvertes	ouverts	annulées	annulés
Avances à				
l'audiovisuel				
public	10 627 126	10 627 126	209 558	209 558
ARTE France			209 558	209 558
France Médias				
Monde	9 935 243	9 935 243		
TV5 Monde	691 883	691 883		
Avances aux				
collectivités				
territoriales			856 256 819	856 256 819
Avances sur le				
montant des				
impositions				
revenant aux				
régions,				
départements,				
communes,				
établissements et				
divers				
organismes			856 256 819	856 256 819
Prêts à des États				
étrangers	307 747 258	224 047 258		157 999 575
Prêts du Trésor à				
des États				
étrangers en vue				
de faciliter la				
vente de biens et				
de services				
concourant au				
développement				
du commerce				
extérieur de la				
France	83 700 000			157 999 575
Prêts à des États				
étrangers pour				
consolidation de				
dettes envers la				
France	224 047 258	224 047 258		

#### II. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

				(En euros)
	Autorisations	Crédits de		
	d'engagement	paiement	Autorisations	Crédits de
Mission /	supplémentair	supplémentair	d'engagement	paiement
Programme	es ouvertes	es ouverts	annulées	annulés
Avances à				
l'audiovisuel				
public	10 627 126	10 627 126	209 558	209 558
ARTE France			209 558	209 558
France Médias				
Monde	9 935 243	9 935 243		
TV5 Monde	691 883	691 883		
Avances aux				
<u>collectivités</u>				
territoriales et				
<u>aux</u>				
<u>collectivités</u>				
régies par les				
articles 73, 74				
<u>et 76 de la</u>				
<b>Constitution</b>			856 256 819	856 256 819
Avances sur le				
montant des				
impositions				
revenant aux				
régions,				
départements,				
communes,				
établissements				
et divers				
organismes			856 256 819	856 256 819
Prêts à des				
États				
étrangers	307 747 258	224 047 258		157 999 575

Prêts et avances				
à des				
particuliers ou à				
des organismes				
privés				11 500 000
Prêts pour le				
développement				
économique et				
social				11 500 000
Prêts et avances				
à divers services				
de l'État ou				
organismes				
gérant des				
services publics			1 840 000 000	2 440 000 000
Avances à				
l'Agence de				
services et de				
paiement, au titre				
du				
préfinancement				
des aides				
communautaires				
de la politique				
agricole				
commune			1 800 000 000	2 400 000 000
Prêts et avances à				
des services de				
l'État			10 000 000	10 000 000
Prêts à				
FranceAgriMer				
au titre des				
préfinancements				
de fonds				
européens			30 000 000	30 000 000
Total	318 374 384	234 674 384	2 696 466 377	3 465 965 952

avances à des particuliers ou à des organismes privés Prêts pour le développement économique et social Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole	Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	83 700 000 224 047 258	224 047 258		157 999 575
à des organismes privés Prêts pour le développement économique et social Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole					
organismes privés Prêts pour le développement économique et social Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole	_				
Prêts pour le développement économique et social 11 500 000  Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics 1 840 000 000 2 440 000 000  Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole	organismes				
développement économique et social  Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole					11 500 000
économique et social 11 500 000  Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics 1 840 000 000 2 440 000 000  Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole					
social  Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole					
avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole	social				11 500 000
divers services de l'État ou organismes gérant des services publics Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole					
de l'État ou organismes gérant des services publics Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole					
organismes gérant des services publics Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole					
services publics Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole					
publics Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole	_				
Avances à 1'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole				1 840 000 000	2 440 000 000
services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole	-			1 040 000 000	2 440 000 000
paiement, au titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole	l'Agence de				
titre du préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole					
préfinancement des aides communautaire s de la politique agricole	1				
des aides communautaire s de la politique agricole					
s de la politique agricole					
agricole					
	commune			1 800 000 000	2 400 000 000

Prêts et avances à des services de l'État Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancement s de fonds			10 000 000	10 000 000
européens			30 000 000	30 000 000
Total	318 374 384	234 674 384	2 696 466 377	3 465 965 952

Amdt n° 23